MTL. L.3840/2.

Conseil d'Etat. Raad van State
LEGISLATION - 1 - WETGEVING
30 JUIN 1956

coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Instruction publique, le 17 septembre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "créant l'ordre der architectes", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre les 1er octobre 1953 et 19 janvier 1954 et pour lequel l'exposé des motifs fut communiqué le 15 décembre 1953, a donné le 13 juin 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e september 1953 door de Minister van Openbaar Onderwijs verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot oprichting van een orde der architecten", zoals het door de Minister op 1 october 1953 en 19 januari 1954 gewijzigd werd en voor hetwelk een memorie van toelichting op 15 december 1953 werd medegedeeld", heeft de 13e juni 1956 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Aux termes de l'exposé des motifs, "le présent projet de loi tend à donner aux architectes l'organisation qu'ils souhaitent voir régir l'exercice de leur profession.

Sa structure est largement inspirée par des organisations légales déjà existantes, notamment celle qui régit l'ordre des médecins.

Dans les détails seulement apparaîtront des différences qui se justifient par le caractère spécifique de la profession, et notamment par l'institution d'un stage probatoire".

Le projet prévoit à l'article 2, que "L'ordre des architectes a pour but d'établir et d'assurer le respect des règles de la déontologie..." et, à l'article 31, que : "Le Conseil supérieur a pour mission : 1) d'établir les règles de la déontologie de la profession d'architecte...".

Le projet confère ainsi à un organisme essentiellement professionnel le pouvoir d'établir par voie d'autorité et sans contrôle de l'exécutif, gardien de l'intérêt général, les règles qui régiront la profession, c'est-à-dire un véritable pouvoir réglementaire qui s'imposera à tous ceux qui exercent la profession d'architecte.

L'ordre des médecins (article 4 de la loi du 25 juillet 1938 créant l'ordre des médecins : "Les conseils de l'ordre sont chargés de maintenir les règles de la déontologie, etc..."), pas plus d'ailleurs que l'ordre des avocats, ne disposent d'un pouvoir aussi étendu.

.../...

On ne discerne pas "le caractère spécifique de la profession d'architecte" qui justifie l'attribution à l'ordre des architectes d'un pouvoir dont ni l'ordre des avocats ni celui des médecins ne disposent alors que l'exposé des motifs annonce l'intention du Gouvernement de "s'inspirer largement de la structure des organisations légales déjà existantes, notamment celle qui régit l'ordre des médecins".

Il échet cependant de remarquer que ce pouvoir a été accordé au Conseil supérieur de l'ordre des pharmaciens par la loi du 19 mai 1949 et au Conseil de l'ordre des médecins vétérinaires par la loi du 19 décembre 1950.

On éviterait certainement des difficultés pratiques et des recours en subordonnant l'adoption des règles de déontologie à l'approbation du Roi. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les recours auxquels donnent lieu les décisions prises notamment par l'ordre des pharmaciens.

L'Etat s'en remettant d'ailleurs par le projet au seul ordre des architectes pour tout ce qui concerne la sauvegarde de l'intérêt général dans ses rapports avec l'exercice de la profession, cette intervention royale offrirait en outre l'avantage de permettre aux chambres législatives l'exercice, grâce au mécanisme de la responsabilité ministérielle, du contrôle qui lui appartient en cette matière.

II.

Le Conseil d'Etat s'est attaché à rechercher pour les dispositions du projet un ordre plus logique. Il suggère à cet égard de regrouper certains articles et d'y apporter quelques modifications.

.../...

Le chapitre Ier comprendrait utilement les dispositions qui concernent la dénomination, la mission et la composition de l'ordre. Il grouperait, avec les aménagements nécessaires, les articles 1er, 2, 3 et 4 du projet.

Le chapitre II grouperait les dispositions qui concernent les organes par lesquels l'ordre agit.

Un article liminaire de ce chapitre, l'article 5, énoncerait les différents organes.

Le chapitre II serait ensuite divisé en sections, chacune de celles-ci étant réservée à l'un des organes, et comprenant des sous-divisions traitant respectivement de la composition des conseils et de leurs attributions.

Le chapitre III serait réservé aux dispositions générales, le chapitre IV au stage, le chapitre V à la disposition pénale, etc...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 2.

L'article 2 n'a pas son correspondant dans les lois qui créent l'ordre des médecins, l'ordre des pharmaciens et l'ordre des médecins-vétérinaires. Il est d'ailleurs inutile, les différentes missions qu'il énumère étant conférées aux différents organes de l'ordre, par les dispositions qui traitent respectivement de ces organes.

.../...

Sous réserve de l'observation générale I, l'article 2 pourrait se ramener au texte suivant :

"Article 2.-

L'ordre des architectes a pour mission d'établir les règles de la déontologie et d'en assurer le respect. Il veille à l'honneur, à la discrétion et à la dignité des membres de l'ordre dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la profession. Il dénonce à l'autorité judiciaire les actes d'exercice illégal de la profession d'architecte".

Articles 3 et 4.

La succession logique des dispositions qui traitent de la composition de l'ordre devrait être la suivante :

1° l'ordre est composé des architectes qui figurent aux tableaux;

2° ne peuvent figurer aux tableaux que ceux qui remplissent les conditions fixées;

3° nul ne peut exercer la profession s'il ne figure aux tableaux.

Ces dispositions réparties en trois articles se présenteraient sous la forme suivante :

"Article 3.-

L'ordre des architectes comprend les personnes portées sur un des tableaux de l'ordre ou sur une liste des stagiaires.

.../...

Article 4.-

Nul ne peut être porté sur un tableau de l'ordre ou sur une liste des stagiaires s'il ne réunit les conditions requises par la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

Article 5.-

Nul ne peut exercer en Belgique la profession d'architecte s'il n'est inscrit à l'un des tableaux de l'ordre".

Article 5.

Cet article devrait figurer au chapitre II qui serait intitulé : "Chapitre II. Organes de l'ordre".

"Article ...

Les organes de l'ordre sont :

1. les conseils de l'ordre;
2. les conseils d'appel;
3. le conseil supérieur de l'ordre".

Le chapitre II devrait ensuite être divisé en trois sections, savoir :

La section I. - Des conseils de l'ordre.
La section II.- Des conseils d'appel.
La section III.- Du conseil supérieur de l'ordre.

.../...

Article 6.

Pour plus de précision, il conviendrait de rédiger comme suit l'alinéa 1er :

"Article ...

Il y a dans chaque province un conseil de l'ordre qui a juridiction sur les membres de l'ordre, qui sont domiciliés dans la province".

L'alinéa 4, introduit dans l'article 6, par voie d'amendement, est obscur et devrait être revu.

On ne peut déterminer si les architectes belges domiciliés au Congo ou à l'étranger ont ou non l'obligation de se faire inscrire à un tableau.

On n'aperçoit pas non plus la portée de la distinction entre un architecte étranger admis à exercer sa profession en Belgique et un architecte autorisé à exercer sa profession en Belgique.

Enfin les architectes étrangers autorisés ou admis à exercer leur profession en Belgique ont-ils l'obligation ou la faculté de se faire inscrire à un tableau ?

Aux termes de l'article 8 de la loi du 20 février 1939, "les architectes de nationalité étrangère peuvent exercer l'architecture en Belgique et bénéficier des dispositions de la présente loi pour autant que la réciprocité soit admise par leur pays d'origine. Les conditions de la réciprocité seront réglées par des conventions diplomatiques.

.../...

En outre, les personnes de nationalité étrangère peuvent être autorisées par arrêté royal à agir en Belgique en qualité d'architecte. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au Ministre de l'Instruction publique; l'autorisation pourra être limitée".

Il résulte donc de cette disposition que la situation des architectes étrangers qui exercent la profession en Belgique se présente sous trois aspects différents :

Il y a :

1° les architectes étrangers qui peuvent exercer la profession en vertu d'un régime de réciprocité. Ceux-là n'ont aucune autorisation à demander. Ils sont simplement tenus de se faire immatriculer conformément au prescrit de l'article 9 de cette loi;

2° les architectes étrangers qui, ne pouvant invoquer de régime de réciprocité, sont autorisés, par arrêté royal, à exercer la profession d'une manière permanente;

3° les architectes étrangers qui ne bénéficient pas de la réciprocité sont autorisés, par arrêté royal, à exercer la profession d'une manière temporaire ou pour un ouvrage déterminé.

Les architectes étrangers se trouvant dans la situation exposée au 2° et au 3° sont, en vertu de l'article 9 de la même loi, aussi tenus de se faire immatriculer.

.../...

En ce qui concerne l'architecte belge exerçant la profession au Congo belge ou à l'étranger, on ne voit pas pour quelle raison il aurait l'obligation de se faire inscrire à un tableau puisque la juridiction de l'ordre ne s'exerce que sur le territoire métropolitain (article 4). Il semble donc qu'il s'agisse d'une simple faculté.

En ce qui concerne les architectes étrangers, il paraît, au contraire, tout à fait normal qu'un architecte étranger, autorisé à exercer la profession en Belgique, soit d'une façon permanente, soit temporairement, tombe sous le contrôle de l'ordre et, partant, soit tenu d'être inscrit à un tableau. Quant à l'architecte étranger qui n'est autorisé à exercer en Belgique que pour l'exécution d'un ouvrage déterminé, l'obligation paraît moins impérieuse.

Si les considérations ci-avant dégagent exactement les intentions du Gouvernement, l'alinéa 4 de l'article 6 pourrait être rédigé comme suit :

"Les architectes belges domiciliés au Congo belge ou à l'étranger ont la faculté de demander leur inscription au tableau de l'ordre du conseil de leur choix. Dans ce cas, ils font élection de domicile dans le ressort du conseil choisi.

Les architectes étrangers autorisés à exercer la profession en Belgique, soit d'une manière permanente, soit temporairement, sont tenus de demander leur inscription au tableau de l'ordre d'un conseil de leur choix. Ils élisent domicile dans son ressort.

Les architectes tant belges qu'étrangers, visés aux deux précédents alinéas, ne sont ni électeurs, ni éligibles aux conseils de l'ordre".

.../...

Article 7.

Comme cela a été dit lors de l'examen de l'article 2, il importerait de déterminer explicitement les attributions des conseils de l'ordre et de reporter cette disposition, avant l'article 15, dans une sous-section B qui serait intitulée : "B - Attributions".

Cet article serait rédigé comme suit :

"Article ...

Le conseil de l'ordre assure le respect des règles de la déontologie.

Il veille à l'honneur, à la discrétion et à la dignité des membres de l'ordre dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de la profession. Il dénonce à l'autorité judiciaire les actes d'exercice illégal de la profession d'architecte.

Il apprécie le mode de fixation et le taux des honoraires, soit à la demande conjointe des parties, soit à la demande des cours et des tribunaux.

Il peut fixer d'office le montant des honoraires en cas de manquement grave à la probité professionnelle".

La dernière phrase de l'article 7, qui concerne le mode de convocation du conseil, devrait être reportée après l'article 13.

.../...

Article 8.

Le projet, à la différence de ce que font les lois créant l'ordre des médecins (article 6), créant l'ordre des médecins vétérinaires (articles 7 et 8), créant l'ordre des pharmaciens (articles 7 et 8), omet de régler l'élection des membres du conseil de l'ordre.

Il serait au moins nécessaire de prévoir que le Roi réglera cette matière.

De plus, la dernière phrase de la version française de l'alinéa 1er et de la version néerlandaise, devraient être mises en concordance.

Le texte ci-après est proposé :

"Article 8.-

Chaque conseil est composé de membres effectifs et de membres suppléants, élus par les architectes inscrits au tableau.

Le Roi fixe leur nombre et détermine les modalités de leur élection".

Le dernier alinéa de l'article 8, qui concerne les délibérations du conseil, serait mieux à sa place à l'article 14 qui règle d'autres points relatifs à la validité des délibérations.

Article 13.

Les deux premiers alinéas de cet article gagneraient à être rédigés comme suit :

.../...

"Chaque conseil de l'ordre est assisté par un magistrat désigné par le Roi.

Ce magistrat a voix consultative. Il est choisi ... (texte du projet) ...".

L'article 13 devrait être suivi par la disposition qui règle le mode de convocation du conseil. Cet article serait constitué par la dernière phrase de l'article 7 du projet.

Article 14.

Cet article, qui traite des délibérations du conseil, devrait être complété par le dernier alinéa de l'article 8 comme il a été suggéré lors de l'examen de cet article.

Il devrait constituer le premier article d'une sous-section de la section I "Des conseils de l'ordre".

Viendrait ensuite, conformément à l'observation relative à l'article 7, un article qui déterminerait les attributions des conseils de l'ordre et qui serait rédigé comme il est proposé à la dite observation.

Suivrait en outre un article contenant les dispositions de l'article 15.

Article 15.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Article ...

Chaque conseil tient à jour un tableau et une liste de stagiaires où sont inscrits les membres de l'ordre domiciliés dans son ressort.

Les demandes d'inscription au tableau et sur la liste des stagiaires sont adressées au conseil dans le ressort duquel l'intéressé est domicilié.

Le conseil statue sur les demandes dans les trente jours.

L'inscription ne peut être refusée que pour des faits dont la gravité mériterait la peine de la radiation. La décision de refus ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des voix et pour autant que l'intéressé ait bénéficié des garanties prévues à l'article 18".

Article 16.

Cet article serait plus simplement rédigé comme suit :

"Article ...

Le conseil de l'ordre statue en matière disciplinaire.

Le bureau du conseil instruit les plaintes introduites à charge des membres de l'ordre et soumet, s'il y a lieu, le cas au conseil.

Les membres des conseils de l'ordre ne sont justiciables que des conseils d'appel".

.../...

Article 17.

A l'alinéa 1er de l'article 17, il est superflu de préciser que la suspension est "à temps". Il résulte de l'alinéa 3 que cette peine ne peut dépasser deux ans.

A l'alinéa 2, il conviendrait, par souci de précision, d'ajouter que les deux tiers des voix requises sont les deux tiers des voix des membres présents à la délibération.

Du terme "comporte", utilisé dans la rédaction de l'alinéa 3, on pourrait déduire que la suspension ne se limiterait pas à l'interdiction d'exercer la profession. Comme telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il conviendrait de remplacer "comporte" par les mots "consiste dans".

A l'alinéa 4, le mot "comporte" serait avantageusement remplacé par "emporte". Le mot "désormais" peut être omis sans inconvénient.

L'alinéa 5, qui, tout comme l'alinéa 3, traite de la suspension, devrait suivre l'alinéa 3 et prendre la place de l'alinéa 4 qui règle les effets d'une autre peine disciplinaire.

L'alinéa 6 déclare déchu de plein droit de son mandat, le membre effectif ou suppléant du conseil de l'ordre condamné par les tribunaux du chef d'une infraction relative à l'exercice de la profession d'architecte ou frappé d'une peine disciplinaire quelconque.

Cette disposition est empruntée aux lois créant l'ordre des médecins, des pharmaciens et des médecins vétérinaires (articles 13, alinéa 3, 14, alinéa 5, et 14, alinéa 3).

.../...

Sa portée gagnerait à être précisée car on ne peut déterminer si le Gouvernement entend englober dans l'expression "infraction relative à l'exercice de la profession d'architecte" les infractions de droit commun commises au cours ou à l'occasion de l'exercice de cette profession. Si l'expression avait une portée aussi large il serait indispensable de la compléter par la désignation de l'autorité chargée de constater que l'infraction de droit commun a été commise au cours ou à l'occasion de l'exercice de la profession.

Le Conseil d'Etat ne possède pas les éléments qui lui permettent de résoudre cette difficulté et s'abstient pour cet alinéa, de rédiger un texte.

Le texte suivant est proposé pour les autres dispositions de cet article :

"Article ...

Les membres de l'ordre qui auront été convaincus de manquements à leurs devoirs, seront passibles des peines disciplinaires suivantes :

a. l'avertissement;
b. la censure;
c. la réprimande;
d. la suspension;
e. la radiation.

La suspension et la radiation ne peuvent être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

La suspension consiste dans l'interdiction d'exercer en Belgique la profession d'architecte pendant le terme fixé; celui-ci ne peut excéder deux années.

.../...

La suspension entraîne la privation définitive du droit d'éligibilité et, pendant la durée de la suspension, du droit de participer aux élections du conseil de l'ordre.

La radiation emporte l'interdiction d'exercer en Belgique la profession d'architecte (voir observation relative à l'alinéa 6)".

Article 18.

La rédaction de cet article est défectueuse.

Le Conseil d'Etat ne voit pas les raisons "spécifiques" à la profession d'architecte qui ont empêché les auteurs du projet de s'inspirer de l'article 14 de la loi sur l'ordre des médecins, conformément aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs. Cet article se présente comme suit :

"Les sanctions prévues à l'article précédent peuvent être prises un mois franc après que le praticien inculpé aura été invité à se défendre devant la juridiction disciplinaire. Il pourra exercer le droit de récusation dans les conditions prévues aux articles 44 à 47 du Code de procédure civile et pourra se faire assister par un ou plusieurs conseils choisis parmi les avocats ou parmi les membres de l'ordre éligibles aux conseils de l'ordre".

Les articles 26, 27 et 28 du décret impérial du 14 décembre 1810 contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau peuvent également servir de guide pour la rédaction de cette disposition.

.../...

Article 19.

A l'alinéa 2, il est inutile de viser les décisions des conseils d'appel puisque l'article 25 rend applicables à celles-ci les articles 18 à 20.

On ne voit pas pourquoi les décisions des conseils de l'ordre ne seraient pas notifiées au conseil supérieur qui, comme les parties en cause, possède le droit d'appel (article 21) de la même manière qu'aux parties. Cela faciliterait la vérification de la régularité de l'appel.

L'alinéa 3 fait courir les délais de recours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée notifiant la décision a été déposée à la poste, alors que les lois sur les ordres des médecins, des pharmaciens et des médecins vétérinaires ne le font courir qu'à partir de la "notification" elle-même.

Le point de départ du délai de recours adopté par le projet offre l'inconvénient de battre en brêche la notion même de notification puisqu'il prend cours à un moment où l'intéressé ne saurait avoir reçu la notification qui lui est destinée. Il serait plus rationnel de faire courir le délai à partir du lendemain du jour du dépôt à la poste puisque les plis recommandés sont normalement délivrés dans les vingt-quatre heures en Belgique.

Article 20.

Compte tenu de l'article 26, l'article 20 serait rédigé plus simplement comme suit :

.../...

"Article ...

Toute décision prise en vertu des articles 15 et 19 de la présente loi devient exécutoire un mois franc après la notification à l'intéressé, sauf appel ou opposition".

Article 21.

La fin de l'alinéa 1er, tel qu'il a été amendé en cours d'examen, serait plus simplement rédigée comme suit :

"Article ...

Le conseil supérieur, le président du conseil de l'ordre, le magistrat qui assiste ce conseil et les parties peuvent, dans le délai d'un mois franc, interjeter appel de toute décision du conseil rendue en vertu des articles 15 et 16 de la présente loi".

A l'alinéa 2, la phrase : "l'affaire est alors ramenée devant la juridiction qui a rendu la décision" est inutile. C'est le jeu normal de l'opposition.

Le Conseil d'Etat constate que le droit d'appel est reconnu non seulement au conseil supérieur mais encore au président du conseil de l'ordre qui a rendu la décision et au magistrat assesseur de ce conseil.

Les lois relatives aux ordres des médecins, des pharmaciens et des médecins vétérinaires, contiennent une disposition analogue.

Il n'en est pas moins vrai que pareille disposition n'est pas sans présenter un caractère insolite. Si l'on peut admettre, à la rigueur, que le magistrat

.../...

assesseur du conseil qui a rendu la décision ait le pouvoir de faire appel de cette décision parce qu'il n'y a pas concouru faute de voix délibérative, on conçoit plus difficilement que le président ait le pouvoir de faire appel d'une décision à l'élaboration de laquelle il a participé en opinant.

Cette observation fera l'objet d'un développement plus complet lors de l'examen de l'article 25, alinéa 2, du projet.

L'article 21, alinéa premier confère également un droit d'appel aux "parties". Il perd à cet égard de vue qu'étant donné le caractère des organes de l'ordre, seul le comparant est en cause devant eux. L'expression "parties" devrait être remplacée par celle de "comparant".

Article 22.

L'article 21 amendé ne prévoit l'appel des décisions des conseils de l'ordre que lorsque celles-ci sont rendues en vertu des articles 15 et 16 de l'avant-projet. Il conviendrait de le faire ressortir dans la rédaction de l'article 22 qui serait rédigé comme suit :

"Article ...

Il est institué deux conseils d'appel chargés de statuer sur les recours introduits contre les décisions rendues par les conseils de l'ordre en vertu des articles 15 et 16.

Un conseil d'appel a son siège à Gand : il connaît des décisions des conseils de l'ordre d'Anvers, des deux Flandres, du Limbourg et du conseil de l'ordre d'expression néerlandaise du Brabant.

.../...

Un conseil d'appel a son siège à Liège : il connaît des décisions des conseils de l'ordre du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et du conseil de l'ordre d'expression française du Brabant".

Article 23.

La rédaction des alinéas 3 et 4 ne fait pas ressortir suffisamment par qui sont désignés les membres des conseils d'appel. Le texte ci-après traduirait plus clairement les intentions du Gouvernement :

"Article ...

...

Chacun des conseils de l'ordre désigne dans son sein, par le sort et pour un terme de deux ans, un membre effectif et un membre suppléant qui siégera en cas d'empêchement ou de récusation du membre effectif".

Article 24.

Il résulte de l'article 11, alinéa 2, que les membres des conseils de l'ordre sont justiciables en premier ressort des conseils d'appel lorsqu'ils s'abstiennent d'assister aux séances des conseils de l'ordre.

Le projet ne détermine pas quel sera le conseil compétent lorsqu'un membre d'un conseil de l'ordre doit faire l'objet d'une poursuite d'un autre chef.

Il ne détermine pas davantage le conseil compétent lorsqu'un membre d'un conseil d'appel doit faire l'objet d'une poursuite.

Un deuxième alinéa, ajouté à l'article 24, devrait régler ces points.

.../...

Article 25.

L'article 33, alinéa 1er, prévoit que : "sauf lorsque la loi en dispose autrement les décisions sont prises par les organes de l'ordre à la majorité des voix des membres présents".

Il s'ensuit que le conseil d'appel, dans les cas où il connaît de faits pouvant amener la suspension ou la radiation, ne doit se prononcer qu'à la simple majorité des voix.

L'article 17, alinéa 2, prévoit cependant que la suspension et la radiation ne peuvent être prononcées par les conseils de l'ordre qu'à la majorité des deux tiers des voix.

S'il était dans les intentions du Gouvernement de confier aux conseils d'appel compétence pour statuer en premier et dernier ressort sur les poursuites intentées contre un membre d'un conseil de l'ordre ou contre un membre d'un conseil d'appel, la simple majorité des voix du conseil d'appel suffirait pour prononcer ces sanctions.

Sous réserve de cette observation, l'alinéa 1er de l'article 25 tel qu'il a été amendé serait rédigé plus simplement comme suit :

"Article ...

Il est fait application des articles 18 à 20 pour la procédure devant les conseils d'appel".

.../...

L'alinéa 2 prévoit que le président du conseil de l'ordre, qui a rendu la décision, et le magistrat assesseur, ou l'un d'eux seulement, pourront être convoqués, soit d'office, soit à leur demande, par le conseil d'appel pour être entendus à l'audience avant qu'il ne soit statué en degré d'appel.

Cette procédure, à tout le moins inusitée, aurait pour but de remédier au manque de liaison entre les conseils de l'ordre et les conseils d'appel et d'éviter ainsi les réformations trop fréquentes. Telle est, du moins, l'explication donnée par l'exposé des motifs de la loi sur l'ordre des médecins en ce qui concerne cette procédure. Il ajoute, que, grâce à cette disposition, le président et le magistrat assesseur du conseil de l'ordre dont émane la décision frappée d'appel seront en mesure de faire valoir devant le conseil d'appel les raisons qui leur paraissent justifier la décision et contribuer ainsi à sauvegarder une unité de jurisprudence entre les conseils qui statuent au premier degré et ceux qui connaissent de l'appel.

Encore que cette disposition comme celle qui permet au président du conseil et au magistrat assesseur d'interjeter appel de certaines décisions du conseil puisse favoriser l'unité de jurisprudence, il n'en demeure pas moins qu'en tant qu'elle est inspirée par le souci d'éviter des réformations trop fréquentes, elle poursuit un but opposé à celui de la disposition qui confère un droit d'appel.

Il est à remarquer, de plus, qu'en prévoyant l'intervention et le droit d'appel non seulement du magistrat assesseur mais aussi du président du conseil, lequel aura participé à l'élaboration de la décision avec voix délibérative, ces dispositions battent en brêche le principe du secret du délibéré et celui de la solidarité des membres d'une juridiction quant aux décisions qu'ils ont contribué à rendre.

.../...

D'autre part, rien ne permet d'affirmer que le président et le magistrat assesseur, même lorsqu'ils n'auront pas interjeté appel, approuveront nécessairement la décision et la défendront devant le conseil d'appel.

Enfin, la possibilité de justifier oralement la décision devant la juridiction d'appel n'est pas de nature à inciter la juridiction du premier degré à apporter le soin voulu à la motivation de sa décision.

En réalité, le rôle que le projet entend confier au président et au magistrat assesseur, tant en prévoyant qu'ils pourront être entendus devant le conseil d'appel qu'en leur accordant le droit d'appel, s'apparente à certains aspects de la mission dévolue aux organes du ministère public. S'il semble qu'elle puisse se concilier avec la nature des fonctions du magistrat assesseur, on n'en peut dire autant en ce qui concerne le président.

Il semble que le droit d'appel, conféré par l'article 21 au conseil supérieur, à la connaissance duquel sont portées toutes les décisions des conseils de l'ordre en vertu de l'article 19, alinéa 2, suffise pour assurer l'unité de la jurisprudence.

Article 26.

Aux termes de cet article :

" § 1er. Les décisions définitives prononcées par les conseils d'appel sont susceptibles de recours en annulation devant le Conseil d'Etat, pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

.../...

Ces recours sont ouverts au comparant, au Conseil supérieur de l'ordre, représenté par le président ou par le président suppléant.

Ces recours sont suspensifs.

§ 2. Les décisions prises par le Conseil supérieur peuvent faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat dans les conditions fixées par la loi portant création d'un Conseil d'Etat.

Ces recours ne sont pas suspensifs".

Le projet s'écarte ici des lois sur l'ordre des médecins, sur l'ordre des pharmaciens et sur l'ordre des médecins vétérinaires, en tant qu'il s'abstient de soumettre les décisions définitives des conseils d'appel à la censure de la Cour de cassation, pour les laisser, moyennant les adaptations de détail nécessaires, à la juridiction du Conseil d'Etat, juge de droit commun en matière administrative.

En ce faisant, il dégage des différents caractères de l'ordre qu'il institue, la nature d'autorité administrative de celui-ci et demeure dans la logique de l'ordonnancement juridique depuis l'institution du Conseil d'Etat.

L'ordre est créé par la loi et reçoit d'elle la personnalité juridique. Il est unique et se trouve placé hors du champ des conventions particulières. L'accession y est obligatoire pour tous les architectes qui désirent exercer leur profession. L'ordre, dont la mission générale est de veiller aux règles de la déontologie, à l'honneur, à la discrétion et à la dignité de ses membres, est investi, par la loi, du pouvoir d'établir d'initiative et d'autorité les règles de la déontologie professionnelle. Il statue

.../...

sur les demandes d'inscription au tableau et à la liste des stagiaires. Il exerce le pouvoir disciplinaire. Il dénonce aux autorités judiciaires les actes d'exercice illégal de l'architecture, ce qui implique qu'il concourt à la surveillance et à l'application de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

L'ordre est, en outre, habilité à établir, à son profit, des cotisations dont il fixe lui même le montant; il s'agit en l'espèce d'une véritable contribution imposée par voie d'autorité aux membres de l'ordre.

Enfin, les organes de l'ordre se constituent, soit directement, soit indirectement, par un vote auquel les architectes inscrits au tableau ne peuvent se soustraire, et comptent divers membres et assesseurs nommés par le Roi, parmi lesquels des magistrats de l'ordre judiciaire.

Ces différents caractères touchant tour à tour à la création de l'ordre, sa composition, son objet, ses pouvoirs et sa forme, prouvent que si, comme le déclare l'exposé des motifs, "le projet de loi tend à donner aux architectes l'organisation qu'ils souhaitent voir régler l'exercice de leur profession", l'exercice de cette profession n'en devient pas moins un objet d'intérêt général.

Ces caractères concourent, d'ailleurs, à faire non seulement de l'ordre une personne morale de droit public, mais, par les prérogatives de la puissance publique qu'ils révèlent, une véritable autorité administrative. Qu'il suffise de citer, sur ce dernier point, le pouvoir d'établir d'autorité les règles de la déontologie, le pouvoir disciplinaire, le pouvoir d'imposer des cotisations et le pouvoir de statuer discrétionnairement en

.../...

matière d'inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires. Participent évidemment de la nature d'autorité administrative de l'ordre, les organes par lesquels il met en oeuvre ses prérogatives de puissance publique.

Le système du projet, pour harmonieux qu'il soit en lui-même , et pour conforme qu'il soit à une conception cohérente du contrôle juridictionnel de l'administration, se sépare, comme cela a été signalé en tête du commentaire de cet article, du système adopté par les lois sur les ordres des médecins, des pharmaciens et des médecins vétérinaires. Ces lois déférent à la Cour de cassation, les décisions des conseils d'appel de chacun de ces ordres, bien que ceux-ci accusent dans leur ensemble les mêmes caractères que l'ordre projeté des architectes.

Si l'on en juge notamment par l'évolution juridique suivie dans différents pays voisins, l'organisation professionnelle en est encore à ses débuts et le recours aux ordres professionnels paraît promis à un développement certain.

Il appartient donc aux chambres législatives de déterminer s'il convient ou non de faire prédominer dorénavant, en matière de contrôle juridictionnel, le souci du Gouvernement d'assurer l'harmonie dans l'organisation de la juridiction administrative, sur celui de l'uniformité par rapport aux trois ordres créés récemment.(1)

Rien, en tout cas, ni dans les travaux préparatoires des lois des 25 juillet 1938, 19 mai 1949 et 19 décembre 1950, ni dans les discussions au Sénat ou à la

.../...

(1) La situation de l'ordre des avocats est particulière en raison de ses attaches étroites avec le pouvoir judiciaire.

Chambre des représentants, n'indique qu'en déférant à la Cour de cassation la connaissance des recours dirigés contre les décisions des conseils d'appel des ordres des médecins, des pharmaciens et des médecins vétérinaires, le législateur ait obéi à des scrupules constitutionnels fondés sur la nature des droits que les décisions concerneraient.

Le projet de loi créant l'ordre des médecins ne prévoyait, lorsqu'il fut déposé sur le bureau du Sénat, le 13 mai 1937, aucune intervention de la Cour de cassation dans le fonctionnement de l'ordre. La disposition de l'article 11, qui y est relative, fut introduite dans la loi à l'initiative de la Commission de la santé publique du Sénat, dans le sentiment qu'à défaut d'une telle disposition, les décisions des conseils d'appel ne pourraient faire l'objet d'un recours devant la Cour. Elle tenait, en effet, comme douteux "que l'on puisse considérer, aux termes de l'article 20 de la loi du 25 mars 1876 (sur la compétence), les décisions qui seront prises par une juridiction composée pour partie de magistrats détachés de leur siège et pour partie de médecins, comme ayant le caractère d'arrêt ou de jugement" (Sénat, session 1937-1938, doc. parl. n° 7, rapport de la Commission de la Santé publique, p.22-23).

Si la commission, dont le rapporteur était M. J. PHOLIEN, avait considéré que les conseils d'appel de l'ordre des médecins s'immisceraient, en exerçant le pouvoir disciplinaire que le projet tendait à leur attribuer, dans le jugement des contestations ayant pour objet un droit civil, pour la raison qu'elles porteraient sur l'exercice d'une profession libérale, elle n'eût certes pas conclu de l'examen auquel elle procéda quant à la compatibilité de la loi en projet avec les articles 3, 30, 92 et 94 de la Constitution, en disant : "On le voit, il ne peut être question de parler d'inconstitutionnalité de la loi telle qu'elle est soumise à vos

.../...

délibérations, puisqu'il ne s'agit en rien de créer une juridiction pouvant faire concurrence, à quelque titre que ce soit, au pouvoir judiciaire tel qu'il existe à l'heure actuelle et dont les attributions ne sont en rien modifiées" (comparez l'avis de M.le procureur général CORNIL précédant Cass. 26 mars 1952, Pas. 1952, I, 467). Elle aurait, bien au contraire, été forcée de recommander au Sénat, pour demeurer fidèle à l'article 92 de la Constitution, aux termes duquel : "Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux", la substitution au recours devant les conseils d'appel, d'un recours au fond devant un tribunal ou une Cour d'appel prévus par la Constitution. Ce dont n'aurait pu la dispenser l'intervention qu'elle prévoyait de la Cour de cassation, puisque cette dernière ne devait être saisie par le comparant que pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, ou par le procureur général, dans l'intérêt de la loi, et, partant, ne pouvait connaître du fond des affaires.

En écartant tout scrupule constitutionnel, la commission faisait sienne l'opinion de THONISSEN, suivant laquelle les articles 92, 93 et 94 de la Constitution ne s'appliquent pas à la matière disciplinaire. Celui-ci considère et partage cet avis avec Mathieu LECLERCQ, que les juridictions disciplinaires "n'ont pas un seul instant attiré l'attention du Congrès national. La Constitution les a laissées en dehors de ses prescriptions; elle en a abandonné la création et l'organisation à la loi; elle ne les a, par conséquent, pas comprises dans les dispositions prohibitives des commissions et des tribunaux extraordinaires" (THONISSEN, La Constitution belge, 3ème édition, p. 279, n° 410 - M. J. LECLERCQ. Un chapitre du droit constitutionnel des Belges. Belgique judiciaire, 1889, col. 1289-1290).

.../...

Le Sénat et la Chambre des représentants se rallièrent aux vues de la commission et la constitutionnalité des conseils d'appel ne fut plus discutée, ni à l'occasion du vote de la loi créant l'ordre des médecins, ni à l'occasion du vote des lois créant les ordres des pharmaciens et des médecins vétérinaires qui, l'une et l'autre, instituent des conseils d'appel. Ces lois se bornèrent, sauf en ce qui concerne la procédure, à reproduire la disposition régissant l'ordre des médecins.

Il n'est pas téméraire, dans ces conditions, de considérer que l'intervention de la Cour de cassation dans le fonctionnement de l'ordre des médecins, ainsi que dans celui des deux ordres de création plus récente organisés sur le modèle du premier, est et n'est que l'expression de la volonté du législateur de soumettre l'exercice des pouvoirs discrétionnaires des conseils d'appel de ces ordres à un contrôle juridictionnel de légalité.

Lors de la création de l'ordre des médecins, en 1938, il était naturel de charger de cette mission la Cour de cassation, à défaut d'un autre organe plus spécialement compétent pour exercer un tel contrôle à l'égard d'autorités administratives. Il est non moins naturel, maintenant que le Conseil d'Etat existe, que le Gouvernement désire, moyennant les adaptations de détail nécessaires, laisser cette tâche à celui-ci, conformément à sa loi organique.

\+

\+ \+

.../...

Relativement au texte de l'article 26, il convient de remarquer que s'il n'en est pas autrement disposé par la loi, le recours au Conseil d'Etat contre les décisions des conseils d'appel de l'ordre des architectes, sera, en raison de la nature administrative de la juridiction, de droit en vertu de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946. Il n'est donc pas indispensable de l'instituer spécialement.

La même observation vaut pour le recours formé contre les décisions prises par le Conseil supérieur de l'ordre.

Est également superflue la disposition aux termes de laquelle les recours dirigés contre les décisions du conseil supérieur ne sont pas suspensifs, car il est aussi de droit que les recours au Conseil d'Etat n'ont normalement pas cet effet.

Il suffit, dès lors, de prévoir à l'article 26 les seules adaptations que requiert l'intervention du Conseil d'Etat à l'égard des organes de l'ordre des architectes.

Dans cet ordre d'idées, il se recommanderait d'ouvrir également le recours au Conseil d'Etat au Ministre auquel l'ordre ressortira, et ce, tant contre les décisions des conseils d'appel que contre les décisions du conseil supérieur. Ainsi serait-il permis au Ministre d'exercer efficacement une haute surveillance sur les activités de l'ordre dans la mesure où celui-ci fait acte d'autorité ou de juridiction administrative.

.../...

Il serait, en outre, expédient de prévoir, comme le fait la loi du 22 février 1955 relative à la procédure en matière notamment de statut de résistants, d'une part, que le Conseil d'Etat, lorsqu'il annulera une décision d'un conseil d'appel, renverra l'affaire devant le conseil d'appel autrement composé et, que le conseil d'appel de renvoi sera tenu, de se conformer à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé par lui.

On évitera ainsi la naissance d'un conflit entre le Conseil d'Etat et le Conseil d'appel.

Le texte ci-après tient compte de ces observations :

"Article 26.-

§ 1er. Le recours contre les décisions définitives des conseils d'appel est ouvert au comparant, au Conseil supérieur de l'ordre, représenté par le président ou par le président suppléant, et au Ministre auquel l'ordre ressortit, devant la section d'administration du Conseil d'Etat, conformément à l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946.

Si la décision du conseil d'appel est annulée par le Conseil d'Etat, l'affaire est renvoyée devant le conseil d'appel autrement composé qui est tenu de se conformer à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé par lui.

Les recours sont suspensifs.

§ 2. Le recours contre les décisions du conseil supérieur de l'ordre est ouvert aux personnes prévues à l'article 11 de la loi du 23 décembre 1946, ainsi qu'au Ministre auquel l'ordre ressortit, devant la section d'administration du Conseil d'Etat, conformément à l'article 9 de la même loi".

.../...

Article 27.

Au littéra a, il convient de préciser que les membres élus par les conseils de l'ordre sont choisis parmi les membres de ces conseils. Ce littéra serait rédigé comme suit :

" a. de membres choisis par les conseils de l'ordre parmi leurs membres et élus pour quatre ans, à raison de deux membres par conseil".

Article 28.

La troisième phrase de l'article 28 serait mieux rédigée comme suit :

"L'une est composée des délégués des conseils de l'ordre du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et du conseil de l'ordre d'expression française du Brabant, d'un membre nommé par le Roi, conformément à l'article 27, b, et de deux membres nommés par le Roi, conformément à l'article 27, c. L'autre section est composée ... (même rédaction mutatis mutandis) ...".

Article 29.

Les deux premiers alinéas de cet article pourraient être réunis et se présenter sous la forme suivante :

"Article ...

Le Roi nomme, pour une période de quatre ans, un président et un président suppléant, choisis parmi les membres de la Cour d'appel de Bruxelles connaissant les deux langues nationales".

.../...

Article 30.

La première phrase de l'alinéa 1er ne constitue qu'un commentaire de l'institution du Conseil supérieur de l'ordre. Les attributions du conseil supérieur sont déterminées dans les articles qui concernent cet organe. Le premier alinéa devrait se ramener à : "Le conseil supérieur représente l'ordre".

Article 31.

Le texte ci-après traduirait mieux l'intention du Gouvernement :

"Article ...

Le conseil supérieur a pour mission :

1° d'établir les règles de déontologie de la profession d'architecte et de veiller à leur application. Ces règles sont soumises à l'approbation du Roi;

2° de faire aux autorités publiques toutes suggestions au sujet de mesures législatives ou réglementaires relatives à la profession et de donner son avis sur toutes questions relatives à son exercice;

3° d'arrêter les règlements d'ordre ... (texte du projet)...;

4° de contrôler l'activité des conseils de l'ordre et de colliger leurs sentences;

5° de prendre toute mesure nécessaire à la réalisation de l'objet de l'ordre".

.../...

Article 32.

Suivant l'ordonnance du projet proposée par le Conseil d'Etat, l'article 32 deviendrait le premier article du chapitre III - Dispositions générales.

Aux termes de cet article toute démission de membre d'un conseil à l'exclusion de la démission d'un membre non élu du conseil supérieur, doit être adressée au Conseil supérieur de l'ordre.

Cette disposition dépasserait les intentions du Gouvernement si celui-ci entendait recevoir directement, conformément à l'usage, la démission des membres du conseil que le Roi désigne. Dans ce cas la disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article ...

Les démissions des membres des conseils dont la nomination n'appartient pas au Roi sont adressées au conseil supérieur".

Article 33.

Le premier alinéa serait mieux rédigé comme suit:

"Article ...

Sauf lorsque la loi en dispose autrement, les décisions des organes de l'ordre sont prises à la majorité des voix des membres présents".

La deuxième phrase du deuxième alinéa concerne les procès-verbaux des décisions et non les décisions elles-mêmes. Dès lors, il faudrait dire :

.../...

"Ils sont signés, les premiers par le président et le secrétaire, les deuxièmes par tous les membres qui ont pris part à la décision et par le greffier, les derniers par le président et, suivant le cas, par le secrétaire ou par les deux secrétaires".

D'autre part, vu l'importance des décisions prévues par l'article 38 en matière de stage, ne convient-il pas d'exiger que ces décisions soient motivées et, partant, d'ajouter l'article 38 aux articles 15, 16 et 22 qu'énumère déjà l'article 33 ?

Article 35.

A l'alinéa 1er, l'expression néerlandaise "in bezit of in gebruik hebben" ne correspond pas à l'expression française "posséder en propriété ou autrement". Il y a lieu de faire concorder ces deux versions.

Article 36.

Suivant l'ordonnance du projet proposée par le Conseil d'Etat, l'article 36 deviendrait le premier article du chapitre IV - Du stage.

Cet article utilise le mot "maître" et l'expression "maître de stage". Cette notion n'est définie ni précisée nulle part dans le projet. L'article 36 se borne à dire que "le maître de stage doit être inscrit au tableau de l'ordre depuis dix ans au moins".

Il conviendrait de préciser ce qu'il faut entendre par "maître de stage". Si les maîtres de stage sont tous les architectes inscrits au tableau de l'ordre depuis dix ans au moins il faut le dire, à moins qu'il ne soit plus simple de remplacer l'appellation par l'énoncé de cette précision dans le texte. Dans ce cas, l'article 36 se présenterait sous la forme suivante :

/...

"Article ...

Nul ne peut demander son inscription à un tableau de l'ordre s'il n'a effectué un stage de deux ans auprès d'un architecte inscrit au tableau depuis dix ans au moins".

Pour traduire exactement l'intention du Gouvernement, l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit : "Le conseil de l'ordre peut autoriser le stage à l'étranger chez un architecte offrant les mêmes garanties qu'un architecte belge".

Article 37.

Cette disposition devrait figurer sous l'article 31 qui énumère les différentes attributions du conseil supérieur.

Article 38.

Cet article serait rédigé plus brièvement comme suit :

"Article ...

Les conseils de l'ordre peuvent imposer la prolongation du stage pendant une durée d'un an. Ils peuvent prononcer la radiation de la liste des stagiaires si le stagiaire ne remplit pas ses obligations. L'article 18 est applicable en cette matière.

Ces décisions sont susceptibles d'appel".

Article 39.

L'article 39 charge les conseils de l'ordre d'accorder les dispenses du stage.

.../...

N'y a-t-il pas lieu de prévoir que toute décision refusant la dispense sera susceptible d'appel?

Article 40.

Cet article qui constituerait l'article unique du chapitre V définit l'exercice illégal de la profession d'architecte et le punit.

Il ferait mieux apparaître qu'il s'applique aussi à l'architecte stagiaire et préciserait en outre ce qu'est l'exercice de l'architecture s'il était rédigé comme suit :

"Article ...

Les personnes qui, soit avant leur inscription au tableau de l'ordre, soit après radiation ou pendant la période de suspension, établissent des plans ou contrôlent l'exécution de travaux pour lesquels l'intervention d'un architecte est légalement requise, sont punies d'une amende de 200 francs à 1.000 francs".

Article 41.

L'article 7 de la loi du 20 février 1939 prévoit que :

"les Belges nés pendant cette même période du 1er janvier 1907 au 31 décembre 1916 et qui sont en possession d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études d'architecture délivré par une institution organisée ou reconnue par le Ministre de l'Instruction publique ou par l'Office de l'enseignement technique sont dispensés de faire cette preuve, sous réserve cependant de soumettre à la dite commission le titre de capacité qui leur a été délivré. Ce titre sera revêtu du sceau du Ministère de l'Instruction publique.

.../...

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études d'architecture, délivré par les mêmes institutions aux élèves en cours d'études au moment de la promulgation de la présente loi, sont soumis aux dispositions du paragraphe précédent du présent article".

L'article 41 du projet, tel qu'il a été amendé abroge cet article 7 ainsi d'ailleurs que l'article 9 de cette même loi.

Cette abrogation aura pour effet de priver les Belges, qui rempliraient les conditions exigées par les deux derniers alinéas de cet article, des avantages qu'ils prévoient: à savoir la dispense d'un examen moyennant la présentation de leur titre de capacité à la commission créée par cette disposition, s'ils n'ont pas fait usage de cette faculté lors de l'entrée en vigueur de la loi.

Encore que cette hypothèse paraisse théorique, il peut se faire que des Belges porteurs des titres prévus par ces alinéas n'aient pas effectué la formalité requise, n'ayant pas eu à exercer la profession d'architecte jusqu'à ce jour. Il n'est cependant pas exclu qu'ils puissent se trouver dans la nécessité d'exercer cette profession après l'entrée en vigueur de la loi. Dans ce cas, ils seraient, aux termes de l'article 41 du projet, forcés d'acquérir le diplôme prévu par l'article 2 de la loi du 20 février 1939 en se soumettant aux conditions exigées par les articles 2 et 3 de cette loi.

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il conviendrait de soustraire à l'abrogation, les deux derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 20 février 1939.

.../...

Suivant l'ordonnance proposée pour le projet par le Conseil d'Etat, l'article 41 serait le seul article du chapitre VI - Disposition abrogatoire.

Article 42.

La forme de cet article serait améliorée de la façon suivante :

"Article ...

Les greffiers provinciaux transféreront les répertoires d'immatriculation des architectes aux conseils de l'ordre dans les quinze jours de la constitution de ceux-ci.

Le greffier provincial du Brabant transférera le répertoire à celui des deux conseils de l'ordre du Brabant qui sera désigné par le sort. Un double de ce répertoire sera adressé à l'autre conseil à l'intervention du Ministre de l'Instruction publique".

Articles 43, 44 et 46.

Il résulte de l'alinéa 2 de l'article 43 que toute personne qui aura adressé une demande d'immatriculation aux répertoires provinciaux au plus tard la veille de la publication de la loi, sera inscrite d'office au tableau de l'ordre, pour autant qu'elle réunisse à cette date les conditions fixées par la loi du 20 février 1939.

L'article 46 prévoit toutefois que la loi entrera en vigueur nonante jours après sa publication, et l'article 44 prescrit que les premiers conseils seront formés dans les trois mois de cette entrée en vigueur.

.../...

Or, l'inscription au tableau de l'ordre est faite par les conseils de l'ordre.

Il s'ensuit que l'inscription des personnes qui auront adressé une demande d'immatriculation dans les circonstances déterminées à l'article 43, alinéa 2, ne pourra avoir lieu avant que le conseil compétent ne soit constitué, ce qui signifie que pendant un délai qui dépassera de loin trois mois, il sera impossible pour ces personnes d'obtenir leur inscription.

Il sera de même impossible aux personnes qui se décideront après la publication de la loi à exercer la profession d'architecte, de demander leur inscription aux conseils avant la formation de ceux-ci.

Il découle donc de la combinaison des articles 43, 44 et 46, que pendant une période qui ne sera pas loin d'atteindre six mois, si elle ne les dépasse pas, à compter de la publication de la loi, ceux qui voudront débuter dans la profession d'architecte, se trouveront dans l'impossibilité légale d'exercer la profession.

Si l'intention du Gouvernement n'est pas qu'il en soit ainsi, il sera nécessaire de remanier ces dispositions.

Article 45.

Cet article substitue pour les dix premières années qui suivront l'entrée en vigueur de la loi, l'ancienneté dans l'exercice notoire de la profession à l'ancienneté d'inscription au tableau de l'ordre.

.../...

Une mesure transitoire de cette espèce est assurément indispensable car certaines dispositions qui doivent recevoir leur application dès l'entrée en vigueur de la loi, formulent sur ce point des exigences.

Elle est toutefois insuffisante car dans les professions organisées comme dans les corps organisés, l'ancienneté est prise en considération dans certaines circonstances pour préférer un membre à un autre (cfr. article 8, alinéa 3).

Il serait dès lors utile de ne pas limiter l'effet de la mesure transitoire à dix ans et de la formuler de manière à toujours tenir compte, pour la détermination de l'ancienneté dans le chef des architectes qui exerçaient notoirement leur profession au moment de l'entrée en vigueur de la loi, des années pendant lesquelles ils ont notoirement pratiqué l'architecture avant l'entrée en vigueur de la loi, à l'égal des années d'inscription au tableau de l'ordre.

A cet égard, il conviendrait de distinguer, le temps pendant lequel ces architectes auront été inscrits au tableau de l'ordre, le temps pendant lequel ils auront été inscrits aux répertoires provinciaux prévus à l'article 9 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, et la période antérieure à cette époque, où ils auront notoirement exercé la profession.

L'article devrait dans ce cas être rédigé comme suit :

"Article ...

L'ancienneté des architectes qui exerçaient notoirement leur profession au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, se détermine en cumulant :

.../...

1° le temps de leur inscription au tableau de l'ordre;

2° pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte et celle de l'entrée en vigueur de la présente loi, le temps pendant lequel ils ont été inscrits aux registres provinciaux prévus à l'article 9 de la loi du 20 février 1939;

3° pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la loi du 20 février 1939, le temps pendant lequel ils ont exercé notoirement la profession.

Les conseils de l'ordre statuent sur les contestations relatives à la détermination du temps prévu au 3°".

Les articles 42 à 46 du projet deviendraient le chapitre VII - Dispositions transitoires.

+

+ +

Le texte néerlandais appelle en outre les remarques suivantes :

Article 8.-

Dernier alinéa : le mot"beraadslagingen" devrait être remplacé par le mot "beslissingen".

Article 9.-

Alinéa 2 : " ... kan met waarschuwing,afkeuring of berisping worden gestraft".

Article 10.-

Le mot "rechtsgebied" devrait être remplacé par le mot "gebied".

Aux articles 11 et suivants, il convient de remplacer le mot "bijzitter" par "assessor".

Article 18.-

"Geen tuchtstraf mag door de raad ...,ofwel, indien het, na daartoe behoorlijk ...".

Alinéa 2 : "... die verkiesbaar zijn tot de raden der orde".

Dernier alinéa :".... bepaalde voorwaarden".

Article 19.-

Alinéa 1er : " ... Zij mag nooit gegrond zijn op redenen met betrekking tot ras of godsdienst of van wijsgerige, politieke, taalkundige of syndicale aard...".

Dernier alinéa : "... aangetekend schrijven houdende kennisgeving van de beslissing, waartegen beroep, ter post is bezorgd. Ten aanzien echter van de voorzitter... gaat de termijn in de dag na de beslissing".

Article 24.-

De raad van beroep kan slechts op geldige wijze zitting houden ... tegen wiens beslissing hoger beroep is ingesteld.

Article 38.-

Alinéa 2 : "Deze beslissingen zijn vatbaar voor hoger beroep, overeenkomstig de bij deze wet bepaalde procedure inzake tuchtstraffen".

Article 39.-

"De raden der orde kunnen gehele of gedeeltelijke vrijstelling van proeftijd verlenen : ...".

Article 43.-

"Een ieder die uiterlijk ... is ingeschreven...".

A l'alinéa 2, il convient de remplacer le mot "publicatie" par le mot "bekendmaking".

Article 44.-

" ... ten verzoeke van de Minister ... binnen drie maanden na ...".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Volgens de memorie van toelichting strekt het wetsontwerp er toe, "de architecten de gewenste ordening te verschaffen waardoor de uitoefening van hun beroep zou worden geregeld.

De structuur dezer ordening is in grote lijnen ingegeven door reeds bestaande wettelijke ordeningen, voornamelijk door deze, welke de orde der geneesheren regelt.

De verschillen zullen slechts merkbaar zijn in de details en worden gerechtvaardigd door het karakter, eigen aan het betrokken beroep, en namelijk door de invoering van een proeftijd".

Het ontwerp bepaalt in artikel 2 dat "de orde der architecten ten doel heeft de regels der plichtenleer vast te stellen ... en de naleving ervan te verzekeren", terwijl ook artikel 31 zegt : "De Hoge Raad heeft tot taak : 1) de regels der plichtenleer voor het beroep van architect vast te stellen ...".

Aan een lichaam, dat in wezen een beroepsorganisme is, verleent het ontwerp dus bevoegdheid om op eigen gezag en zonder controle van de uitvoerende macht, hoeder van het algemeen belang, de regelen die voor het beroep zullen gelden vast te stellen, dit wil zeggen een werkelijke verordenende bevoegdheid ten aanzien van allen die het beroep van architect uitoefenen.

De orde der geneesheren (artikel 4 van de wet van 25 juli 1938 tot oprichting van een orde der geneesheren : "de raden der orde zijn gelast de regelen van de geneeskundige plichtenleer te handhaven") evenmin trouwens als de orde der advocaten beschikken over een zo ruime bevoegdheid.

Het is niet duidelijk op grond van welk "eigen karakter van het beroep van architect" aan de orde der architecten een bevoegdheid kan worden opgedragen waarover noch de orde der advocaten noch de orde der geneesheren beschikken, terwijl de Regering in de memorie van toelichting haar voornemen te kennen geeft, in ruime mate een voorbeeld te nemen aan de structuur "van reeds bestaande wettelijke ordeningen, voornamelijk die welke de orde der geneesheren regelt".

Er dient nochtans te worden opgemerkt, dat zodanige bevoegdheid door de wet van 19 mei 1949 aan de Hoge Raad van de orde der apothekers en door de wet van 19 december 1950 aan de Raad van de orde der dierenartsen is verleend.

Praktische moeilijkheden en beroepschriften zouden stellig worden voorkomen, indien het aannemen van de regelen der plichtenleer afhankelijk werd gesteld van 's Konings goedkeuring. Om zich hiervan te overtuigen denke men aan de beroepen die ondermeer tegen beslissingen van de orde der apothekers worden gericht.

Aangezien de Staat zich overigens uitsluitend op de orde der architecten verlaat voor alles wat de vrijwaring van het algemeen belang in verband met de uitoefening van het beroep aangaat, heeft het optreden van de Koning bovendien nog dit voordeel, dat de Wetgevende Kamers dank zij de ministeriële verantwoordelijkheid de hun terzake toekomende controle zullen kunnen verrichten.

.../...

II.

De Raad van State heeft naar een logischer volgorde voor de bepalingen van het ontwerp gezocht. Hij geeft dan ook in overweging, enige artikelen anders te groeperen en er een aantal wijzigingen in aan te brengen.

Onder hoofdstuk I kan zeer goed het bepaalde aangaande benaming, opdracht en samenstelling van de orde worden opgenomen, dit is, met de nodige aanpassingen, de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het ontwerp.

Hoofdstuk II zou dan dienen voor de bepalingen betreffende de organen die namens de orde optreden.

Een inleidend artikel, met name artikel 5, zou een opsomming geven van de organen.

Hoofdstuk II zou voorts worden gesplitst in afdelingen, één voor elk orgaan, met onderverdelingen respectievelijk gewijd aan de samenstelling en de bevoegdheid van de Raden.

Hoofdstuk III zou gewijd zijn aan de algemene bepalingen, hoofdstuk IV aan de stage, hoofdstuk V aan de strafbepaling, enz. . . .

.../...

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel 2.

Artikel 2 heeft geen equivalent in de wetten tot oprichting van de orde der geneesheren, de orde der apothekers en de orde der dierenartsen. Het is trouwens overbodig, want de hier opgesomde opdrachten worden aan de organen der orde toevertrouwd door de bepalingen die over deze organen handelen.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking I kan artikel 2 dan worden :

"Artikel 2.-

De orde der architecten heeft tot taak, de regelen van de plichtenleer vast te stellen en toe te zien dat deze worden nageleefd. Zij waakt over de eer, de discretie en de waardigheid van de leden der orde in of naar aanleiding van de uitoefening van het beroep . Zij geeft de gerechtelijke overheid de daden van wederrechtelijke uitoefening van het beroep van architect aan".

.../...

Artikelen 3 en 4.

Logisch ware deze volgorde van de bepalingen betreffende de samenstelling van de orde :

1° de orde bestaat uit de architecten die op de tabellen voorkomen ;

2° op de tabellen mogen alleen voorkomen zij die aan de gestelde voorwaarden voldoen ;

3° niemand mag het beroep uitoefenen, tenzij hij op de tabellen voorkomt.

Over drie artikelen verdeeld, krijgen deze bepalingen de volgende vorm :

"Artikel 3.-

De orde der architecten omvat degenen die op een van de tabellen van de orde of op een lijst van stagiaires zijn ingeschreven.

Artikel 4.-

Niemand mag op een tabel van de orde of op een lijst van stagiaires worden ingeschreven tenzij hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect.

Artikel 5.-

Niemand mag in België het beroep van architect uitoefenen tenzij hij op een van de tabellen van de orde is ingeschreven".

.../...

Artikel 5.

Dit artikel hoort onder hoofdstuk II, waarvan het opschrift zou luiden "Organen van de orde".

"Artikel . . .

De organen van de orde zijn :

1. de raden der orde ;
2. de raden van beroep ;
3. de Hoge Raad van de orde".

Hoofdstuk II verdele men dan over drie afdelingen namelijk :

Afdeling 1 - raden der orde.
Afdeling 2 - raden van beroep.
Afdeling 3 - Hoge Raad van de orde.

Artikel 6.

Eerste lid : Nauwkeuriger ware de volgende lezing :

"Artikel . . .

In iedere provincie is er een raad der orde, met rechtsmacht over de leden der orde die in de provincie hun woonplaats hebben".

Het vierde lid, dat bij amendement in artikel 6 is ingevoegd, is allesbehalve duidelijk en behoort te worden herzien.

.../...

Het is niet uit te maken of de Belgische architecten die hun woonplaats in Congo of in het buitenland hebben, al dan niet verplicht zijn zich op een tabel te laten inschrijven.

Waarin bestaat vervolgens het onderscheid tussen een buitenlands architect die er toe gemachtigd is en een architect die de toelating bekomen heeft zijn beroep in België uit te oefenen ?

Ten slotte rijst de vraag of de buitenlandse architecten die toelating of machtiging hebben hun beroep in België uit te oefenen, zich op een tabel moeten dan wel mogen laten inschrijven.

Luidens artikel 8 van de wet van 20 februari 1939 "mogen de architecten van vreemde nationaliteit in België de bouwkunst uitoefenen en het voordeel genieten der bepalingen van deze wet, voor zover de wederkerigheid in hun land van herkomst aangenomen is. De voorwaarden der wederkerigheid zullen geregeld worden door diplomatieke overeenkomsten.

Bovendien mag aan de personen van vreemde nationaliteit bij koninklijk besluit de toelating verleend worden om als architect in België op te treden. De aanvragen om toelating moeten gericht worden aan de Minister van Openbaar Onderwijs. De toelating zal mogen beperkt worden".

.../...

Uit deze bepaling blijkt dus, dat buitenlandse architecten die het beroep in België uitoefenen, zich in drieërlei toestand kunnen bevinden. Er zijn :

1° buitenlandse architecten die het beroep op grond van een wederkerigheidsregeling mogen uitoefenen. Zij behoeven generlei toelating te vragen ; alleen moeten zij ingeschreven zijn overeenkomstig het voorschrift van artikel 9 van deze wet ;

2° buitenlandse architecten die zich niet op een wederkerigheidsregeling kunnen beroepen maar bij koninklijk besluit toelating krijgen om het beroep doorlopend uit te oefenen ;

3° buitenlandse architecten die geen wederkerigheidsregeling genieten, krijgen bij koninklijk besluit toelating om het beroep tijdelijk of voor een bepaald werk uit te oefenen.

Buitenlandse architecten die in de onder 2° en 3° bedoelde toestand verkeren, moeten krachtens artikel 9 van dezelfde wet ook ingeschreven zijn.

Het is niet duidelijk waarom een Belgisch architect die zijn beroep in Belgisch-Congo of in het buitenland uitoefent, verplicht zou zijn zich op een tabel te laten inschrijven, aangezien de orde slechts over het moederlandse grondgebied rechtsmacht bezit (artikel 4). Hier schijnt dus alleen van een mogelijkheid sprake te kunnen zijn.

.../...

Daarentegen lijkt het volkomen normaal dat een buitenlands architect, die gemachtigd is zijn beroep doorlopend of tijdelijk in België uit te oefenen, onder toezicht van de orde staat en dus verplicht is zich op een tabel te laten inschrijven. Minder noodzakelijk lijkt deze verplichting voor een buitenlands architect die alleen met het oog op de uitoefening van een bepaald werk zijn beroep in België mag uitoefenen.

Indien in vorenstaande beschouwingen de bedoeling van de Regering juist is begrepen, ware het vierde lid van artikel 6 als volgt te lezen :

"Belgische architecten die hun woonplaats in Belgisch-Congo of in het buitenland hebben, kunnen hun inschrijving op de tabel van de orde van de raad van hun keuze aanvragen. In dit geval kiezen zij woonplaats in het rechtsgebied van de gekozen raad.

Buitenlandse architecten die hetzij doorlopend hetzij tijdelijk hun beroep in België mogen uitoefenen, zijn verplicht hun inschrijving op de tabel der orde van een raad van hun keuze aan te vragen. Zij kiezen woonplaats in het rechtsgebied van die raad.

De in beide voorgaande leden bedoelde Belgische en buitenlandse architecten zijn geen kiezer en zijn evenmin verkiesbaar voor de raden der orde".

.../...

Artikel 7.

Zoals bij het onderzoek van artikel 2 is gezegd, behoren de bevoegdheden van de raden der orde uitdrukkelijk te worden vastgesteld, en dient deze bepaling vóór artikel 15 te worden geplaatst, in een onderafdeling "B - Bevoegdheden".

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel . . .

De raad der orde ziet toe, dat de regelen van de plichtenleer worden nageleefd.

Hij waakt over de eer, de discretie en de waardigheid van de leden der orde in en naar aanleiding van de uitoefening van het beroep. Hij geeft bij de gerechtelijke overheid de daden van wederrechtelijke uitoefening van het beroep van architect aan.

Op gezamenlijk verzoek van partijen dan wel op verzoek van hoven en rechtbanken oordeelt hij over de wijze van vaststelling en het tarief van de honoraria.

Bij zware tekortkoming aan de beroepseerlijkheid kan hij van ambtswege het bedrag van de honoraria vaststellen".

.../...

De slotzin van artikel 7, die over de wijze van bijeenroeping van de raad handelt, moet na artikel 13 komen te staan.

Artikel 8.

In tegenstelling met de wetten tot oprichting van de orde der geneesheren (artikel 6), tot oprichting van de orde der dierenartsen (artikelen 7 en 8), tot oprichting van de orde der apothekers (artikelen 7 en 8), laat het ontwerp na de verkiezing van de leden van de raad der orde te regelen.

Op zijn minst zou moeten worden bepaald, dat de Koning deze stof zal regelen.

Voorts zou moeten gezorgd worden voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de slotzin van het eerste lid.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 8.-

Elke raad is samengesteld uit werkende en plaatsvervangende leden, verkozen door de op de tabel ingeschreven architecten.

De Koning bepaalt hun aantal en stelt de wijze van verkiezing vast".

.../...

Het laatste lid van artikel 8, dat verband houdt met de beraadslagingen van de raad, ware beter op zijn plaats onder artikel 14, dat nog andere punten in verband met de geldigheid der beraadslagingen bevat.

Artikel 13.

De eerste twee leden van dit artikel kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Elke raad der orde wordt bijgestaan door een magistraat die de Koning aanwijst.

Deze magistraat heeft raadgevende stem. Hij wordt gekozen uit de werkende of ere-voorzitters, onder-voorzitters en rechters van de rechtbanken van eerste aanleg, met uitsluiting van onderzoeksrechters, en uit de eremagistraten van het parket van deze rechtbanken".

Op artikel 13 zou de bepaling moeten volgen die over de wijze van bijeenroeping van de raad handelt. Dit artikel zou dan gevormd worden door de slotzin van artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 14.

Dit artikel, dat over de beraadslagingen van de raad handelt, dient te worden aangevuld met het laatste lid van artikel 8, zoals bij het onderzoek van dat artikel in overweging is gegeven.

Het zou het eerste artikel worden van een onderafdeling in afdeling 1 "Raden der orde".

.../...

Daarop zou volgen - zie opmerking over artikel 7 - een artikel dat de bevoegdheden van de raden der orde omschrijft, geredigeerd zoals in die opmerking is voorgesteld.

Nog zou volgen een artikel met het bepaalde onder artikel 15.

Artikel 15.

Een betere lezing voor dit artikel ware de volgende :

"Artikel . . .

Elke raad houdt een tabel en een lijst van stagiaires bij, waarop zijn ingeschreven de leden der orde die hun woonplaats in het gebied van die raad hebben.

Aanvragen tot inschrijving op de tabel en op de lijst der stagiaires worden gericht aan de raad in welks gebied de belanghebbende zijn woonplaats heeft.

De raad doet binnen dertig dagen uitspraak over de aanvragen.

Inschrijving mag alleen worden geweigerd wegens feiten die ernstig genoeg zijn om schrapping te verantwoorden. Een weigeringsbeslissing mag slechts worden genomen bij meerderheid van twee derden der stemmen en voor zover de belanghebbende de onder artikel 18 omschreven waarborgen heeft genoten".

.../...

Artikel 16.

Een eenvoudiger lezing ware de volgende :

"Artikel . . .

De raad der orde doet uitspraak in tuchtzaken.

Het bureau van de raad onderzoekt de tegen de leden van de orde ingediende klachten en legt het geval desnoods aan de raad voor.

Leden van de raden der orde kunnen alleen door de raden van beroep worden berecht".

Artikel 17.

In het eerste lid van artikel 17 is het overbodig te zeggen, dat de schorsing "tijdelijk" is. Uit het derde lid blijkt, dat deze straf ten hoogste twee jaar mag bedragen.

In het tweede lid moet nauwkeurigheidshalve worden gezegd, dat het gaat om de twee derden van de stemmen van de bij de beraadslaging aanwezige leden.

Uit het gebruik van het woord "behelst" in het derde lid zou men kunnen afleiden, dat de schorsing niet beperkt is tot het verbod, het beroep uit te oefenen. Aangezien de Regering dit niet bedoelt, vervange men "behelst" door "bestaat in".

.../...

In het vierde lid kan het woord "behelst" gevoeglijk worden vervangen door : "brengt ... mede"; het woord "voortaan" kan zonder bezwaar worden geschrapt.

Het vijfde lid, dat evenals het derde over de schorsing handelt, zou moeten volgen op het derde lid en dus in de plaats komen van het vierde, dat de gevolgen van een andere tuchtstraf betreft.

Het zesde lid verklaart van rechtswege van zijn mandaat vervallen, het werkend of plaatsvervangend lid van de raad der orde, dat door de rechtbanken wegens overtreding van de voorschriften inzake uitoefening van het beroep van architect is veroordeeld of enige tuchtstraf heeft opgelopen.

Deze bepaling is ontleend aan de wetten tot de oprichting van de orde der geneesheren, der apothekers, en der dierenartsen (artikelen 13, derde lid, 14, vijfde lid, en 14, derde lid).

De strekking van deze bepaling behoeft nadere toelichting, want het is niet duidelijk of de Regering onder "inbreuk op de voorschriften inzake de uitoefening van het beroep van architect" ook verstaat de gemeenrechtelijke misdrijven, begaan in de loop of naar aanleiding van de uitoefening van dit beroep.

Is de uitdrukking zo ruim op te vatten, dan zou alleszins ook moeten worden gezegd, welke overheid dient vast te stellen dat het gemeenrechtelijk misdrijf in de loop of naar aanleiding van de uitoefening van het beroep is begaan.

.../...

De Raad van State beschikt over niet genoeg gegevens om deze moeilijkheid op te lossen en onthoudt zich dan ook van het voorstellen van een tekst voor deze alinea.

Voor de overige bepalingen van het artikel wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel . . .

De leden der orde, van wie bewezen is dat zij aan hun plichten zijn tekortgekomen, zijn strafbaar met de volgende tuchtstraffen :

a. waarschuwing ;

b. afkeuring ;

c. berisping ;

d. schorsing ;

e. schrapping.

Schorsing en schrapping kunnen niet dan bij meerderheid van twee derden van de stemmen der aanwezige leden worden uitgesproken.

De schorsing bestaat in het verbod, het beroep van architect gedurende een vastgestelde tijd in België uit te oefenen ; deze tijd mag niet langer dan twee jaar duren.

Schorsing brengt het definitief verlies mede van het recht om verkozen te worden en, voor de duur van de schorsing, van het recht om aan verkiezingen voor de raad der orde deel te nemen.

.../...

Schrapping brengt het verbod mede, het beroep van architect in België uit te oefenen (zie opmerking betreffende het zesde lid)".

Artikel 18.

Dit artikel is gebrekkig geredigeerd.

Het is de Raad van State niet duidelijk welke "aan het beroep van architect eigen" redenen de stellers van het ontwerp hebben verhinderd artikel 14 van de wet op de orde der geneesheren als voorbeeld te nemen, overeenkomstig de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoeling. Dit artikel luidt als volgt :

"De sancties in het vorig artikel voorzien mogen genomen worden een vrije maand nadat de beschuldigde praktizijn verzocht werd zijn verdediging voor de raad voor te dragen. Hij beschikt over het recht van wraking in de voorwaarden voorzien bij de artikelen 44 tot 47 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging en mag zich laten bijstaan door een of meerdere raadsmannen gekozen onder de advocaten of onder de leden van de orde der geneesheren die voor de raden van de orde verkiesbaar zijn".

De artikelen 26, 27 en 28 van het keizerlijk decreet van 14 december 1810, houdende reglement op de uitoefening van het beroep van advocaat en op de tucht in de balie, kunnen eveneens als voorbeeld dienen bij de redactie van deze bepaling.

.../...

Artikel 19.

In het tweede lid moeten de beslissingen van de raden van beroep niet worden vermeld, aangezien artikel 25 de artikelen 18 tot 20 op deze raden toepasselijk verklaart.

Het is niet duidelijk waarom de beslissingen van de raden der orde niet op dezelfde wijze als aan partijen zouden worden medegedeeld aan de Hoge Raad, die evenals de betrokken partijen recht van beroep bezit (artikel 21). Het zou het onderzoek naar de regelmatigheid van het beroep vergemakkelijken.

Volgens het derde lid gaan de termijnen van beroep in te rekenen van de datum waarop de aangetekende brief, waarbij de beslissing ter kennis wordt gebracht, ter post is bezorgd ; in de wetten betreffende de orde der geneesheren, der apothekers en der dierenartsen gaan die termijnen eerst in te rekenen van de "kennisgeving" zelf.

Het door het ontwerp aangenomen uitgangspunst voor de termijn van beroep levert het bezwaar op, dat het begrip kennisgeving zelf erdoor wordt ontzenuwd, aangezien de termijn ingaat op een tijdstip waarop de betrokkene de voor hem bestemde kennisgeving niet eens heeft kunnen ontvangen. Het ware dienstiger, de termijn te doen ingaan vanaf de dag na die van de terpostbezorging, want in België worden aangetekende brieven normaal binnen vierentwintig uren besteld.

.../...

Artikel 20.

Aansluitend bij artikel 26 ware artikel 20 eenvoudiger als volgt te lezen :

"Artikel . . .

Iedere beslissing genomen krachtens de artikelen 15 en 19 van deze wet wordt uitvoerbaar een vrije maand na de kennisgeving aan de betrokkene, behoudens beroep of verzet".

Artikel 21.

Het slot van het eerste lid, zoals het tijdens het onderzoek is geamendeerd, ware eenvoudiger als volgt te lezen :

"Artikel . . .

De Hoge Raad, de voorzitter van de raad der orde, de magistraat die deze raad bijstaat en de partijen kunnen binnen de termijn van een vrije maand beroep instellen tegen iedere beslissing van de raad die op grond van de artikelen 15 en 16 van deze wet is uitgesproken".

In het tweede lid is de volzin : "De zaak wordt dan teruggebracht vóór het rechtscollege dat de beslissing genomen heeft", overbodig. Dit behoort tot de normale gang van zaken ingeval van verzet.

.../...

De Raad van State constateert, dat recht op beroep wordt verleend niet alleen aan de Hoge Raad, maar eveneens aan de voorzitter van de raad der orde die de beslissing heeft uitgesproken en aan de bijstaande magistraat.

Een soortgelijke bepaling komt voor in de wetten betreffende de orde der geneesheren, der apothekers en der dierenartsen.

Dit neemt niet weg, dat er in zulk een bepaling iets ongewoons is. Desnoods kan worden aangenomen, dat de bijstaande magistraat van de raad die de beslissing heeft uitgesproken bevoegd is om beroep tegen deze beslissing in te stellen omdat hij niet als stemgerechtigd lid aan de beslissing heeft meegewerkt ; heel wat moeilijker denkbaar is het, dat de voorzitter beroep kan instellen tegen een beslissing, aan het totstandkomen waarvan hijddoor het uiten van zijn mening aandeel heeft gehad.

Deze opmerking wordt uitvoeriger besproken bij het onderzoek van artikel 25, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 21, eerste lid, verleent ook aan de "partijen" recht van beroep. Hierbij is echter uit het oog verloren dat, gelet op de aard van de organen der orde, alleen de verschijnende architect in geding is. De term "partijen" dient dus vervangen te worden door "comparant".

.../...

Artikel 22.

Het geamendeerd artikel 21 stelt alleen beroep open tegen beslissingen van de raden der orde die genomen werden op grond van de artikelen 15 en 16 van het voorontwerp. Dit zou ook tot uiting moeten komen in de tekst van artikel 22, die als volgt kan worden gelezen :

"Artikel . . .

Er worden twee raden van beroep opgericht, die er mee belast zijn uitspraak te doen over de beroepen ingesteld tegen de beslissingen die de raden der orde op grond van de artikelen 15 en 16 hebben uitgesproken.

Een raad van beroep heeft zijn zetel te Gent : hij neemt kennis van de beslissingen van de raden der orde van Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Limburg, en van de Nederlandstalige raad der orde van Brabant.

Een raad van beroep heeft zijn zetel te Luik : hij neemt kennis van de beslissingen van de raden der orde van Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen, en van de Franstalige raad der orde van Brabant".

Artikel 23.

In de tekst van het derde en vierde lid komt niet genoegzaam tot uiting wie de leden van de raden van beroep aanwijst. De volgende tekst zou de bedoeling van de Regering beter weergeven :

.../...

"Artikel . . .

. . .

Elke raad der orde wijst, door uitloting en voor een termijn van twee jaren, in zijn midden een werkend lid aan, alsook een plaatsvervangend lid dat in geval van belet of wraking van het werkend lid zitting zal nemen".

Artikel 24.

Uit artikel 11, tweede lid, volgt dat de leden van de raden der orde in eerste aanleg door de raden van beroep worden berecht wanneer zij verzuimen de vergaderingen van de raden der orde bij te wonen.

Het ontwerp bepaalt niet welke raad bevoegd is wanneer een lid van een raad der orde op andere gronden moet worden vervolgd.

Evenmin wordt gezegd welke raad bevoegd is wanneer een lid van een raad van beroep moet worden vervolgd.

Een tweede lid toe te voegen aan artikel 24, behoort deze punten te regelen.

Artikel 25.

Artikel 33, eerste lid, zegt : "Behoudens wanneer de wet er anders over beschikt, worden de beslissingen getroffen door de organen der orde bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden".

.../...

Daaruit volgt, dat in de raad van beroep de gewone meerderheid van stemmen voldoende is voor de behandeling van gevallen die tot schorsing of schrapping kunnen leiden.

Volgens artikel 17, tweede lid, echter kunnen schorsing en schrapping door de raden der orde niet worden uitgesproken dan met een meerderheid van twee derden der stemmen.

Wenst de Regering de raden van beroep bevoegd te maken om in eerste en hoogste aanleg uitspraak te doen over vervolgingen die ingesteld worden tegen een lid van de raad der orde of tegen een lid van een raad van beroep, dan zou de gewone meerderheid van stemmen in de raad van beroep voldoende zijn om die straffen uit te spreken.

Onder voorbehoud van deze opmerking ware het eerste lid van artikel 25, zoals het is geamendeerd, eenvoudiger als volgt te lezen :

"Artikel . . .

Voor de procedure bij de raden van beroep vinden de artikelen 18 tot 20 toepassing".

Volgens het tweede lid kunnen de voorzitter van de raad der orde die de beslissing heeft gewezen en de bijstaande magistraat of slechts één van beiden, hetzij ambtshalve, hetzij op hun verzoek, door de raad van beroep worden opgeroepen om ter zitting te worden gehoord alvorens over het hoger beroep uitspraak wordt gedaan.

.../...

Deze procedure, die op zijn minst genomen ongebruikelijk is, zou tot doel hebben het gebrek aan verbinding tussen de raden der orde en de raden van beroep te verhelpen en aldus te veelvuldige hervormingen te vermijden. Aldus de verklaring van deze procedure in de memorie van toelichting van de wet betreffende de orde der geneesheren. Er wordt aan toegevoegd dat, dank zij die bepaling, de voorzitter en de bijstaande magistraat van de raad der orde die de beslissing waartegen beroep heeft uitgesproken, de gelegenheid krijgen om vóór de raad van beroep de redenen te doen gelden die naar hun mening bedoelde beslissing rechtvaardigen en aldus bij te dragen tot de eenheid in rechtspraak tussen de raden welke in eerste instantie en die welke in beroep uitspraak doen.

Weliswaar kunnen deze bepaling alsook het voorschrift dat het de voorzitter van de raad en de bijstaande magistraat mogelijk maakt tegen sommige beslissingen van de raad beroep in te stellen, de eenheid van rechtspraak bevorderen, wat niet wegneemt dat de nieuwe bepaling, voor zover zij is ingegeven door de bezorgdheid te veelvuldige hervormingen te vermijden, precies het tegenovergestelde nastreeft van de bepaling die het recht van beroep toekent.

Verder is nog op temmerken dat die bepalingen, door het invoeren van de tussenkomst en van het recht van beroep, niet enkel van de bijstaande magistraat, doch ook van de voorzitter van de raad,die met medebeslissende stem aan het uitwerken der beslissing heeft deelgenomen, afbreuk doen aan het beginsel van het geheim van het beraad en aan dat van de solidariteit der leden van een rechtscollege ten aanzien van de beslissingen welke zij hebben helpen nemen.

.../...

Het is overigens niet zo zeker dat de voorzitter en de bijstaande magistraat, al zijn zij ook niet in beroep gegaan, noodzakelijk de beslissing zullen goedkeuren en haar vóór de raad van beroep verdedigen.

Ten slotte is de mogelijkheid, de beslissing vóór de rechter in beroep mondeling te verantwoorden, nu niet van die aard dat zij de rechter in eerste aanleg er toe zal aanzetten aan de motivering van zijn beslissing de nodige zorg te besteden.

In werkelijkheid vertoont de rol welke het ontwerp de voorzitter en de bijzittende magistraat wil doen vervullen, zowel door te bepalen dat zij vóór de raad van beroep kunnen worden gehoord als door hun het recht van beroep toe te kennen, gelijkenis met sommige aspecten van de taak die aan de organen van het openbaar ministerie is opgedragen. Misschien is die rol wel verenigbaar met de aard der functie van de bijstaande magistraat, maar wat de voorzitter betreft kan dat niet gezegd worden.

Het recht van beroep, dat artikel 21 verleent aan de Hoge Raad, waaraan krachtens artikel 19, tweede lid, alle beslissingen van de raden der orde ter kennis worden gebracht, lijkt wel voldoende te zijn om de eenheid van de rechtspraak te vrijwaren.

Artikel 26.

Dit artikel zegt :

" § 1. Tegen de door de raden van beroep gewezen eindbeslissingen kan beroep tot nietigverklaring bij de

.../...

Raad van State worden ingesteld wegens overtreding van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen.

Dit beroep staat open voor de comparant, de Hoge Raad van de orde, vertegenwoordigd door de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter.

Dit beroep heeft schorsende kracht.

§ 2. Tegen de beslissingen van de Hoge Raad kan een beroep bij de Raad van State worden ingesteld onder de voorwaarden vastgesteld in de wet houdende instelling van een Raad van State.

Dit beroep heeft geen schorsende kracht".

Het ontwerp wijkt hier af van de wetten betreffende de orde der geneesheren, de orde der apothekers, en de orde der dierenartsen doordat het de eindbeslissingen van de raden van beroep niet aan de censuur van het Hof van cassatie maar integendeel, met de enkele nodige detailaanpassingen, aan de rechtsmacht van de Raad van State, die de gewone rechter in administratieve zaken is, onderwerpt.

Zodoende haalt het ontwerp uit de diverse kenmerken van de in te stellen orde het karakter van administratieve overheid naar voren en blijft het in de lijn van het sinds de instelling van de Raad van State gevolgde rechtssysteem.

.../...

De orde wordt door de wet ingesteld en ontleent aan de wet de rechtspersoonlijkheid. De orde is enig en blijft buiten de sfeer van overeenkomsten tussen particulieren. De toetreding tot de orde is verplicht voor alle architecten die hun beroep wensen uit te oefenen. De orde, wier algemene taak erin bestaat, de hand te houden aan de regelen van de plichtenleer, de discretie en de waardigheid van haar leden, wordt door de wet bekleed met de macht om op eigen gezag en uit eigen beweging de regelen van de beroepsplichtenleer vast te stellen. Zij beslist over de aanvragen om inschrijving op de tabel en op de lijst der stagiaires. Zij geeft bij de gerechtelijke overheid de daden van wederrechtelijke uitoefening van de bouwkunst aan, hetgeen mede betekent dat zij aan het toezicht en aan de toepassing van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect deelneemt.

Voorts is de orde gemachtigd te eigen bate bijdragen te heffen waarvan zij zelf het bedrag bepaalt ; het gaat hier om een werkelijke belasting, die eigenmachtig aan de leden wordt opgelegd.

Tenslotte worden de organen der orde hetzij rechtstreeks hetzij onrechtstreeks gevormd door middel van een verkiezing, waaraan de op de tabel ingeschreven architecten zich niet kunnen onttrekken ; daarin hebben zitting verscheidene leden en bijzitters die de Koning benoemt, onder wie magistraten van de rechterlijke orde.

Deze verschillende kenmerken van de orde, die beurtelings verband houden met de oprichting, de samenstelling, de taak, de bevoegdheid en de vorm ervan, tonen aan dat, al strekt "het ontwerp van wet er toe de architecten

.../...

de gewenste ordening te verschaffen waardoor de uitoefening van hun beroep zou worden geregeld", de uitoefening van dat beroep niettemin een aangelegenheid van algemeen belang wordt.

Door deze kenmerken wordt de orde overigens niet alleen een publiekrechtelijk lichaam ; het toekennen van de daarin besloten prerogatieven van de openbare macht maakt haar tot een werkelijke administratieve overheid. Wat dit laatste betreft kan worden volstaan met te wijzen op de bevoegdheid om op eigen gezag de regelen van de plichtenleer vast te stellen, op de tuchtrechtelijke bevoegdheid, op de bevoegdheid om bijdragen op te leggen en op de bevoegdheid om discretionnair over de inschrijving op de tabel of op de lijst der stagiaires te beslissen. Het karakter van administratieve overheid dat de orde bezit, hebben uiteraard ook de organen waardoor de orde haar prerogatieven van openbare macht in toepassing brengt.

De ontworpen regeling, hoe sluitend ook op zichzelf en hoezeer beantwoordend aan een samenhangende opvatting van het rechterlijk toezicht op de administratie, onderscheidt zich, zoals vooraan in de commentaar bij het onderhavige artikel is gezegd, van de in de wetten betreffende de orde der geneesheren, der apothekers en der dierenartsen neergelegde regeling. Deze wetten verwijzen de beslissingen van de raden van beroep dezer orden naar het Hof van cassatie, niettegenstaande de orden in hun geheel genomen dezelfde kenmerken vertonen als de ontworpen orde der architecten.

.../...

Te oordelen naar de rechtsevolutie in verschillende naburige landen verkeert de beroepsorganisatie nog in een aanvangsstadium en schijnt het vast te staan, dat men meer en meer de weg van de beroepsorden zal inslaan.

Het is dus zaak van de Wetgevende Kamers, uit te maken of inzake rechterlijk toezicht de voorkeur dient te worden gegeven, zoals de Regering doet, aan de harmonie binnen de organisatie van de administratieve rechtsmacht, boven de eenvormigheid met de drie bestaande orden. (1)

In elk geval is er noch in de parlementaire voorbereiding van de wetten van 25 juli 1938, 19 mei 1949 en 19 december 1950, noch in de besprekingen van Senaat, Kamer der Volksvertegenwoordigers, enige aanwijzing te vinden dat de wetgever, toen hij het Hof van cassatie belastte met de kennisneming van de beroepen tegen beslissingen van de raden van beroep van de orde der geneesheren, van de orde der apothekers en van de orde der dierenartsen, zich heeft laten leiden door grondwettige bezwaren omtrent de aard van de rechten waarop de beslissingen betrekking mochten hebben.

Het ontwerp van wet tot oprichting van de orde der geneesheren, zoals het op 13 mei 1937 bij de Senaat werd ingediend, betrok het Hof van cassatie niet in de werking van de orde. De desbetreffende bepaling van artikel 11 werd in de wet ingevoegd op initiatief van de Senaatscommissie van Volksgezondheid, die van oordeel was dat, bij gebreke

.../...

(1) De orde der advocaten bevindt zich in een speciale toestand wegens haar nauw verband met de rechterlijke macht.

van een dergelijke bepaling, de beslissingen van de raden van beroep niet vatbaar waren voor beroep bij het Hof. Zij achtte het immers "twijfelachtig dat naar luid van artikel 20 der wet van 25 maart 1876 (betreffende de bevoegdheid) de beslissingen getroffen door een rechtscollege samengesteld gedeeltelijk uit magistraten gedetacheerd van hun zetel en gedeeltelijk uit geneesheren, kunnen worden beschouwd als hebbende de aard van arresten of vonnissen" (Senaat, zitting 1937-1938, parl. doc. nr 7, verslag van de commissie voor Volksgezondheid, p. 22-23).

Indien de commissie, waarvan de heer J.PHOLIEN verslaggever was, van mening was geweest, dat de raden van beroep van de orde der geneesheren zich door het uitoefenen van de hun door het ontwerp toegekende tuchtbevoegdheid zouden mengen in de uitspraak inzake geschillen over een burgerlijk recht, omdat deze geschillen betrekking zouden hebben op de uitoefening van een vrij beroep, dan zou zij uit haar onderzoek naar de conformiteit van de ontworpen wet met de artikelen 3, 30, 92 en 94 van de Grondwet stellig niet als volgt hebben geconcludeerd : "Zoals men ziet, kan er geen spraak zijn van ongrondwettelijkheid van de wet zoals zij ons wordt voorgelegd, vermits het er volstrekt niet om gaat een rechtsmacht in het leven te roepen die te enigerlei titel kan mededinging aandoen aan de rechterlijke macht zoals zij thans bestaat en waarvan de bevoegdheid in niets wordt gewijzigd" (vergelijk het advies van de heer CORNIL, procureur-generaal bij het arrest Cass. 26 maart 1952, Pas. 1952, I, 467). Integendeel zou zij genoopt zijn geweest de Senaat de wenk te geven, als hij in de lijn wilde blijven van artikel 92 van de Grondwet dat bepaalt : "Alle geschillen over

.../...

burgerlijke rechten behoren bij uitsluiting tot de kennisneming van de rechter", het beroep bij de raden van beroep te vervangen door een beroep ten gronde bij een rechtbank of een hof van beroep door de Grondwet voorzien. Van zodanige aanbeveling had het door haar in het vooruitzicht gestelde optreden van het Hof van Cassatie de commissie niet kunnen ontslaan, aangezien dit optreden alleen zou moeten plaatshebben wanneer de comparant opkomt tegen overtreding van de wet of tegen schending van substantiële dan wel op straf van nietigheid voorgeschreven vormen, of wanneer de procureur-generaal vordert in het belang van de wet; zodat het Hof geen kennis zou kunnen nemen van de grond der zaak.

Met terzijdestelling van grondwettige bezwaren verenigde de commissie zich met de opvatting van THONISSEN, dat de artikelen 92, 93 en 94 geen toepassing vinden in tuchtzaken. Volgens THONISSEN die daarin dezelfde mening is toegedaan als Mathieu LECLERCQ hebben de tuchtrechtbanken "niet eens de aandacht van het Nationaal Congres getrokken. De Grondwet heeft er geen voorschriften aan gewijd ; de oprichting en de inrichting ervan heeft zij aan de wet overgelaten; zij heeft ze derhalve niet begrepen in de bepalingen waarin buitengewone commissies en rechtbanken worden verboden" (THONISSEN, La Constitution belge, 3ème édition, p. 279, nr 410 - M.J.LECLERCQ. Un chapitre du droit constitutionnel des belges. Belgique judiciaire, 1889, kol. 1289-1290).

.../...

De Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers hebben de opvatting van de commissie overgenomen en de grondwettigheid van de raden van beroep is niet meer aan de orde gekomen, noch bij de stemming over de wet tot oprichting van de orde der geneesheren noch bij de goedkeuring van de wetten tot oprichting van de orde der apothekers en van de orde der dierenartsen, die allebei de raden van beroep instellen. Behalve wat de procedure betreft beperken beide wetten zich tot het overnemen van de bepaling die voor de orde der geneesheren geldt.

Het is dus niet vermetel te beweren, dat de Wetgever, toen hij het Hof van cassatie betrok bij de werking van de orde der geneesheren en van de twee andere, naar het voorbeeld van de eerste opgerichte orden, bedoelde en uitsluitend bedoelde de uitoefening van de tuchtbevoegdheid van de raden van beroep dezer orden te onderwerpen aan een rechterlijke controle over de wettigheid ervan.

Bij de oprichting van de orde der geneesheren in 1938 lag het voor de hand, dat het Hof van cassatie met deze taak werd belast ; er was immers geen ander, meer in het bijzonder bevoegd lichaam om een dergelijke controle ten aanzien van administratieve overheden uit te oefenen. Nu de Raad van State bestaat ligt het niet minder voor de hand dat de Regering deze taak met de nodige detailaanpassingen aan de Raad van State wenst op te dragen, overeenkomstig dezes organieke wet.

\+

\+ \+

.../...

In verband met de tekst van artikel 26 moge worden opgemerkt, dat beroep tegen beslissingen van de raden van beroep van de orde der architecten, behalve indien de wet anders bepaalt, op grond van artikel 9 van de wet van 23 december 1946 rechtens bij de Raad van State zal worden ingediend, wegens de administratieve aard van de rechtsmacht. Dit beroep behoeft dus niet uitdrukkelijk te worden ingesteld.

Dezelfde opmerking geldt voor het beroep tegen beslissingen van de Hoge Raad der orde.

Overbodig is ook de bepaling, volgens welke de beroepen tegen beslissingen van de Hoge Raad niet opschortend zijn; de rechtsregel wil immers dat beroepen bij de Raad van State normaal niet opschortend zijn.

In artikel 26 kan dus worden volstaan met de enkele aanpassingen die het optreden van de Raad van State ten opzichte van de organen van de orde der architecten nodig maakt.

Aansluitend verdient het ook aanbeveling, het beroep bij de Raad van State eveneens open te stellen voor de Minister onder wie de orde zal ressorteren, en dit zowel tegen beslissingen van de raden van beroep als tegen beslissingen van de Hoge Raad. Zo zal de Minister een hoog toezicht op de werkzaamheid van de orde doeltreffend kunnen uitoefenen, voor zover de orde als administratieve overheid of rechtbank handelt.

.../...

Voorts ware het dienstig voor te schrijven, zoals in de wet van 2 februari 1955 betreffende de procedure ter zake van het statuut van weerstander, dat de Raad van State wanneer hij een beslissing van een raad van beroep vernietigt, de zaak naar de anders samengestelde raad van beroep verwijst, en vervolgens dat de raad van beroep waarnaar de zaak is verwezen, verplicht is zich te schikken naar het arrest van de Raad van State met betrekking tot de daarin besliste rechtsvraag.

Aldus wordt een mogelijk meningsverschil tussen de Raad van State en de raad van beroep voorkomen.

De hiernavolgende tekst houdt rekening met deze opmerkingen :

"Artikel 26.-

§ 1. Tegen eindbeslissingen van de raden van beroep kunnen de comparant, de Hoge Raad van de orde vertegenwoordigd door de voorzitter of plaatsvervangende voorzitter, alsook de Minister onder wie de orde ressorteert in beroep komen bij de afdeling administratie van de Raad van State overeenkomstig artikel 9 van de wet van 22 december 1946.

Wordt de beslissing van de raad van beroep door de Raad van State vernietigd, dan wordt de zaak naar de anders samengestelde raad van beroep verwezen; deze is verplicht zich te schikken naar het arrest van de Raad van State met betrekking tot de daarin besliste rechtsvraag.

.../...

De beroepen zijn opschortend.

§ 2. Tegen beslissingen van de Hoge Raad der orde kunnen de in artikel 11 van de wet van 23 december 1946 bedoelde personen alsook de Minister onder wie de orde ressorteert, in beroep komen bij de afdeling administratie van de Raad van State, overeenkomstig artikel 9 van dezelfde wet".

Artikel 27.

Onder letter a, moet nader worden bepaald, dat de leden die door de raden der orde worden verkozen, uit de leden van die raden moeten worden gekozen. De tekst onder a, ware als volgt te lezen :

"a. Leden, door de raden der orde uit dezer leden gekozen voor vier jaar, naar rato van twee leden per raad".

Artikel 28.

De derde volzin van artikel 28 ware beter als volgt te lezen:

"De ene is samengesteld uit de afgevaardigden van de raden der orde van Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en van de Franstalige raad der orde van Brabant, uit een door de Koning op grond van artikel 27, b, benoemd lid en uit twee door de Koning op grond van artikel 27, c, benoemde leden. De andere afdeling ... (zelfde redactie mutatis mutandis)...".

..../...

Artikel 29.

De eerste twee leden van dit artikel kunnen worden samengevoegd, als volgt :

"Artikel ...

De Koning benoemt voor een termijn van vier jaar een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, gekozen uit de leden van het Hof van beroep te Brussel die beide landstalen kennen".

Artikel 30.

De eerste volzin van het eerste lid is niets anders dan een commentaar op de instelling van de Hoge Raad der orde. De bevoegdheden van de Hoge Raad zijn omschreven in de artikelen die over het college handelen. Het eerste lid dient als volgt te worden ingekort : "De Hoge Raad vertegenwoordigt de orde".

Artikel 31.

De volgende tekst zou beter aan de bedoeling van de Regering beantwoorden :

"Artikel ...

De Hoge Raad heeft tot taak :

.../...

1° de regelen van de plichtenleer voor het beroep van architect vast te stellen en aan de toepassing ervan de hand te houden. Deze regelen worden de Koning ter goedkeuring voorgelegd;

2° aan de openbare overheden alle voorstellen te doen aangaande wetgevende of reglementaire maatregelen in verband met het beroep en advies uit te brengen over alle kwesties inzake uitoefening van het beroep;

3° de huishoudelijke reglementen ... (tekst van het ontwerp) ...;

4° de werkzaamheid van de raden der orde te controleren en hun uitspraken samen te ordenen;

5° alle maatregelen te treffen die nodig zijn voor het bereiken van het doel der orde".

Artikel 32.

Volgens de ordening die de Raad van State voor de stof van het ontwerp vaststelt, wordt artikel 32 het eerste artikel van hoofdstuk III: Algemene Bepalingen.

Luidens dit artikel moet het ontslag van een lid van een raad, behalve wanneer het een niet verkozen lid van de Hoge Raad betreft, aan de Hoge Raad van de orde worden gericht.

.../...

Dit voorschrift reikt verder dan de bedoeling van de Regering indien zij wenst dat het ontslag van door de Koning aangewezen leden van de raad overeenkomstig het gebruik rechtstreeks aan haar worden gericht. In dat geval dient de bepaling als volgt te worden gelezen :

"Artikel ...

Het ontslag van een lid van een raad wiens benoeming niet aan de Koning toekomt, wordt aan de Hoge Raad gericht".

Artikel 33.

Het eerste lid ware beter als volgt te lezen:

"Artikel ...

Tenzij de wet er anders over beschikt, worden de beslissingen van de organen der orde bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden genomen".

De tweede volzin van het tweede lid handelt over de notulen van beslissingen en niet over de beslissingen zelf. Men leze dus :

"De notulen van eerstgenoemde beraadslagingen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris, van de tweede door alle leden die aan de beslissing hebben deelgenomen en door de griffier, van laatstgenoemde door de voorzitter en, naargelang het geval, door de secretaris of door de twee secretarissen".

.../...

Moeten de in artikel 38 bedoelde beslissingen inzake stage wegens hun belang niet worden gemotiveerd, zodat behalve de in artikel 33 vernoemde artikelen 15, 16 en 22, ook artikel 38 moet worden vermeld?

Artikel 35.

In het eerste lid stemt de Nederlandse uitdrukking "in bezit of in gebruik hebben" niet overeen met de Franse uitdrukking "posséder en propriété ou autrement". Beide versies moeten in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 36.

Volgens de ordening die de Raad van State voor de stof van het ontwerp voorstelt, wordt artikel 36 het eerste artikel van hoofdstuk IV - Stage.

In dit artikel worden de woorden "meester" en "stagemeester" gebruikt. Dit begrip wordt in het ontwerp nergens omschreven of toegelicht. Artikel 36 zegt alleen dat "de stagemeester ten minste reeds tien jaar op de rol der orde ingeschreven moet zijn".

Het ware dienstig nader te bepalen wat onder "stagemeester" moet worden verstaan. Is het zo dat stagemeesters zijn alle architecten die sedert ten minste tien jaar op de tabel der orde zijn ingeschreven, dan moet zulks worden gezegd, tenzij het eenvoudiger ware de benaming in de tekst door deze omschrijving te vervangen. In dit geval ware artikel 36 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel ...

Niemand kan zijn inschrijving op een tabel der orde aanvragen tenzij hij bij een sedert ten minste tien jaar op de tabel ingeschreven architect een stage van twee jaar heeft verricht".

De volgende tekst van het tweede lid zou de bedoeling van de Regering beter uitdrukken : "De raad van de orde kan toestaan, dat de stage in het buitenland wordt verricht bij een architect die dezelfde waarborgen als een Belgisch architect biedt".

Artikel 37.

Deze bepaling zou een plaats moeten krijgen onder artikel 31, dat de verschillende bevoegdheden van de Hoge Raad opsomt.

Artikel 38.

Een beknopter lezing voor dit artikel ware :

"Artikel ...

De raden der orde kunnen eisen, dat de stage met een jaar wordt verlengd. Zij kunnen de schrapping van de lijst der stagiaires uitspreken indien de stagiaire zijn verplichtingen niet nakomt. Artikel 18 vindt terzake toepassing.

Deze beslissingen zijn vatbaar voor beroep".

.../...

Artikel 39.

Artikel 39 belast de raden der orde met het verlenen van de vrijstellingen van stage.

Moet hier niet worden bepaald, dat elke beslissing die vrijstelling weigert vatbaar is voor beroep?

Artikel 40.

Dit artikel, dat het enige artikel van hoofdstuk V zou uitmaken, onschrijft de wederrechtelijke uitoefening van het beroep van architect en stelt daarop straffen.

De onderstaande tekst zou beter doen uitkomen, dat dit artikel ook op de stagiaires toepassing vindt en zou meteen het begrip uitoefening van de bouwkunst toelichten :

"Artikel ...

Zij die of wel vóór hun inschrijving op de tabel der orde of wel na schrapping of tijdens de duur van de schorsing plans opmaken of toezicht oefenen op de uitvoering van werken waarvoor de medewerking van een architect wettelijk is vereist, worden met een geldboete van 200 frank tot 1.000 frank gestraft".

.../...

Artikel 41.

Artikel 7 van de wet van 20 februari 1939 bepaalt :

"De Belgen, die geboren zijn gedurende dezelfde periode van 1 januari 1907 tot 31 december 1916 en die in het bezit zijn van een diploma of een getuigschrift van het einde der studiën in de bouwkunst, uitgereikt door een instelling, welke ingericht of erkend is door de Minister van Openbaar Onderwijs of door de Dienst van technisch onderwijs, zijn er van vrijgesteld dit bewijs te leveren mits voorlegging, evenwel, aan bedoelde commissie, van de bekwaamheidsakte welke hun werd uitgereikt. Deze akte moet voorzien worden van het zegel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De houders van een diploma of van een getuigschrift van het einde der studiën in de bouwkunst, door dezelfde instellingen uitgereikt aan de leerlingen die hun studiën doen op het ogenblik dat deze wet wordt afgekondigd, zijn onderworpen aan de bepalingen der vorenstaande paragraaf van dit artikel".

Artikel 41 van het ontwerp zoals het is geamendeerd, heft dit artikel 7 en trouwens ook artikel 9 van deze wet op.

Ingevolge deze opheffing zullen de Belgen, die aan de in de laatste twee leden van dit artikel gestelde voorwaarden voldoen, de aldaar gegeven voordelen verliezen, met name vrijstelling van een examen

.../...

mits zij hun bekwaamheidsakte aan de door deze bepaling ingestelde commissie overleggen, indien zij althans van dit recht geen gebruik hebben gemaakt vóór de inwerkingtreding van de wet.

Al lijkt deze mogelijkheid theoretisch, toch kan het gebeuren dat Belgen, die houder zijn van de in deze alinea's bepaalde akten, niet de vereiste formaliteit hebben vervuld, omdat zij het beroep van architect tot nog toe niet hebben moeten uitoefenen. Het is echter niet uitgesloten, dat zij zich toch voor de noodzaak bevinden dit beroep uit te oefenen na het inwerking treden van de wet. Afgaande op de bewoordingen van artikel 41 van het ontwerp, zouden zij in zodanig geval verplicht zijn het in artikel 2 van de wet van 20 februari 1939 bepaalde diploma'te behalen, door zich te onderwerpen aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 2 en 3 van deze wet.

Bedoelt de Regering het anders, zouden de laatste twee leden van artikel 7 van 20 februari 1939 buiten de opheffing moeten vallen.

In de ordening die de Raad van State voor de stof van het ontwerp voorstelt zou artikel 41 het enige artikel worden van hoofdstuk VI - Opheffingsbepaling.

Artikel 42.

De vorm van dit artikel kan als volgt worden verbeterd :

.../...

"Artikel ...

De provinciale griffiers bezorgen de inschrijvingsregisters der architecten aan de raden der orde binnen vijftien dagen na de samenstelling van die raden.

De provinciale griffier van Brabant bezorgt het register aan die van beide raden der orde voor Brabant, die door het lot wordt aangewezen. Een tweede exemplaar van dit register wordt door toedoen van de Minister van Openbaar Onderwijs aan de andere raad bezorgd".

Artikelen 43, 44 en 46.

Uit het tweede lid van artikel 43 volgt, dat al wie die uiterlijk daags voor de "publicatie" van de wet een aanvraag om inschrijving op de provinciale registers heeft ingestuurd, ambtshalve op de tabel der orde zal worden ingeschreven, voor zover hij op die datum voldoet aan de in de wet van 20 februari 1939 gestelde voorwaarden.

Volgens artikel 46 treedt de wet echter negentig dagen na de bekendmaking in werking en volgens artikel 44 worden de eerste raden samengesteld binnen drie maanden na deze inwerkingtreding.

De inschrijving op de tabel der orde is het werk van de raden der orde.

.../...

Daaruit volgt, dat de inschrijving van hen die in de bij artikel 43, tweede lid, genoemde omstandigheden een aanvraag om inschrijving hebben gedaan, geen plaats kan hebben voordat de bevoegde raad is samengesteld, hetgeen betekent dat zij gedurende een periode van heel wat meer dan drie maanden hun inschrijving onmogelijk zullen kunnen verkrijgen.

Ook zij die zich na de bekendmaking van de wet als architect zouden willen vestigen, zullen onmogelijk hun inschrijving aan de raden kunnen aanvragen voordat deze zijn samengesteld.

Uit het onderlinge verband van de artikelen 43, 44 en 46 blijkt dus, dat zij die in het beroep wensen te debuteren, gedurende bijna zes maanden zoniet langer te rekenen van de bekendmaking van de wet, in de wettige onmogelijkheid zullen verkeren het beroep uit te oefenen.

Wenst de Regering niet dat zulk een toestand zich zou voordoen, dan behoren deze bepalingen omgewerkt te worden.

Artikel 45.

Volgens dit artikel komt, voor de eerste tien jaren na de inwerkingtreding van de wet, de anciënniteit in de "openlijke uitoefening van het beroep" in de plaats van de anciënniteit volgens de inschrijving op de tabel der orde.

.../...

Een dergelijke overgangsbepaling is voorzeker nodig, aangezien sommige bepalingen die vanaf de inwerkingtreding van de wet toepassing moeten vinden, dien angaande eisen stellen.

Zij is nochtans onvoldoende, omdat in georganiseerde beroepen, evenals in georganiseerde korpsen, in bepaalde omstandigheden op de anciënniteit wordt gelet om een lid boven een ander te plaatsen (cfr. artikel 8, derde lid).

Het ware dus dienstig de werking van de overgangsbepaling niet tot tien jaar te beperken maar ze zo te redigeren, dat bij de vaststelling van de anciënniteit van architecten die bij de inwerkingtreding van de wet kennelijk hun beroep uitoefenden, even goed rekening wordt gehouden met de jaren waarin zij vóór de inwerkingtreding van de wet de bouwkunst kennelijk hebben uitgeoefend als met de jaren van inschrijving op de tabel der orde. In dit verband dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de tijd waarin deze architecten op de tabel der orde zijn ingeschreven, de tijd waarin zij ingeschreven zijn op de provinciale registers voorgeschreven in artikel 9 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, en de aan dit tijdperk voorafgaande periode waarin zij het beroep kennelijk hebben uitgeoefend.

In dit geval zou het artikel als volgt moeten worden gelezen :

.../...

"Artikel ...

De anciënniteit van architecten die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet hun beroep kennelijk uitoefenden, wordt bepaald door samenvoeging van :

1° de tijd van hun inschrijving op de tabel der orde;

2° voor de periode die ligt tussen de datum van inwerkingtreding van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect en de datum van inwerkingtreding van de tegenwoordige wet, de tijd waarin zij ingeschreven zijn op de in artikel 9 van de wet van 20 februari 1939 bedoelde provinciale registers;

3° voor de periode die aan de datum van inwerkingtreding van de wet van 20 februari 1939 voorafgaat, de tijd waarin zij het beroep kennelijk hebben uitgeoefend.

De raden der orde doen uitspraak in betwistingen over de vaststelling van de onder 3° bedoelde tijd".

De artikelen 42 tot 46 van het ontwerp worden hoofdstuk VII - Overgangsbepalingen.

+

+ +

.../...

Met betrekking tot de Nederlandse tekst zijn er voorts nog enkele opmerkingen te maken :

Artikel 8.-

Laatste lid : men leze "beslissingen" in plaats van "beraadslagingen".

Artikel 9.-

Tweede lid : "... kan met waarschuwing, afkeuring of berisping worden gestraft".

Artikel 10.-

Men schrijve "gebied" in plaats van "rechtsgebied".

Artikel 11, enz.

Men vervange "bijzitter" door "assessor".

Artikel 18.-

"Geen tuchtstraf mag door de raad ..., ofwel, indien het, na daartoe behoorlijk ...".

Tweede lid : "... die verkiesbaar zijn tot de raden der orde".

Laatste lid : "... bepaalde voorwaarden".

Artikel 19.-

Eerste lid : "... Zij mag nooit gegrond zijn op redenen met betrekking tot ras of godsdienst of van wijsgerige, politieke , taalkundige of syndicale aard...".

.../...

Laatste lid : "... aangetekend schrijven houdende kennisgeving van de beslissing, waartegen beroep, ter post is bezorgd. Ten aanzien echter van de voorzitter ... gaat de termijn in de dag na de beslissing".

Artikel 24.-

De raad van beroep kan slechts op geldige wijze zitting houden ... tegen wiens beslissing hoger beroep is ingesteld.

Artikel 38.-

Tweede lid : "Deze beslissingen zijn vatbaar voor hoger beroep, overeenkomstig de bij deze wet bepaalde procedure inzake tuchtstraffen".

Artikel 39.-

"De raden der orde kunnen gehele of gedeeltelijke vrijstelling van proeftijd verlenen:...".

Artikel 43.-

"Een ieder die uiterlijk ... is ingeschreven ...".

In het tweede lid schrijve men "bekendmaking" in plaats van "publicatie".

Artikel 44.-

"... ten verzoek van de Minister .... binnen drie maanden na ...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
J.COYETTE,	conseillers d'Etat,		
K.MEES,	raadsheren van State,		
P.COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,		
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
J.CYPRES,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.